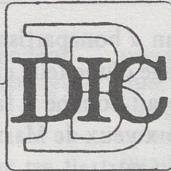


SPECIAL
AMÉRIQUE LATINE



LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

N° 8/9 AVRIL-SEPTEMBRE 1983

I.S.S.N. 0293-2245

EDITORIAL

Marx et Bolivar



Faisant le bonheur ou la fortune des éditeurs et des gazetiers, voire des historiens, les centenaires reviennent avec la belle et rassurante régularité du beaujolais nouveau. L'année 1983 sera bonne : traité de Versailles – celui de 1783, qui marqua l'indépendance des États-Unis – et naissance de Bolivar, en 1783, à Caracas ; mort de Karl Marx et, par un singulier effet de chiasme, naissance de Mussolini ; sans parler de l'arrivée des armées de Tamerlan sur la Caspienne (1383) ou du siège de Vienne par les Turcs (1683) ... Une sage et réfléchie décision ayant désigné en Marx le centenaire de l'année, il nous faudra attendre le 24 juillet pour vérifier si ces journaux attentifs à évoquer par le menu la vie et l'œuvre du père putatif du « marxisme », auront au moins une pensée émue pour Simon Bolivar, le *Libertador*.

Si légitimes que puissent en être les motifs, cette inégalité de traitement n'en apparaît pas moins doublement exemplaire. Exemplaire, d'abord, non tant de ce que d'aucuns stigmatiseront comme de l'eurocentrisme, que de la place qu'occupent dans la hiérarchie des « savoirs » les études latino-américaines. Exemplaire, surtout – et à travers Marx lui-même, c'est là le plus piquant – des hypothèques et des *a priori* que doit affronter ici l'historien.

On peut se demander en effet si l'Amérique latine pourra jamais pardonner à Marx son article de 1858 sur « Bolivar y Ponte ». Pauvreté des sources et de l'information, inexactitudes et approximations dans la reconstruction des faits, lacunes et silences, tout a été dit sur ce texte écrit à la demande de Charles A. Dana pour *The New American Cyclopaedia*¹. Mais s'il n'y apprendra rien sur la libération de la Colombie ou du Pérou, le lecteur de Marx y retrouvera du moins une musique familière.

Ce Bolivar qui commence – du moins son biographe improvisé le croit-il – par une forfaiture, ce « Napoléon des retraites », incapable de terminer une guerre et, « comme la majorité de ses compatriotes, incapable de tout effort de longue haleine », cet ambitieux qui, s'étant octroyé les pleins pouvoirs en Colombie, joue de sa garde prétorienne pour se faire proclamer dictateur du Pérou, cet aventurier qui donne « libre cours à ses tendances au despotisme », ce nostalgique des fastes de la cour, cet agité amoureux de son hamac et qui ne goûte rien tant – Marx reprend ici un texte de Ducoudray-Holstein – que s'écouter parler et porter des toasts, ne te rappelle-t-il pas quelqu'un, ami lecteur ?

Cette ressemblance troublante, Marx va nous en livrer la clé dans une lettre à Engels du 14 février 1858 où il s'explique sur son « Bolivar » : « ... Je suis à coup sûr quelque peu sorti du ton encyclopédique. Ça aurait été passer la mesure que de prétendre présenter comme Napoléon 1er la canaille la plus lâche, la plus brutale et la plus misérable. Bolivar est le véritable Soulouque ». L'évocation de l'empereur haïtien Augustin 1er – personnage qui, avec Caligula, hante l'imaginaire historique de Marx – nous transporte en effet sans rupture dans une des plus belles pages du *XVIII Brumaire* :

« A la cour, dans les ministères, à la tête de l'administration et de l'armée, se presse une foule de drôles, dont on peut dire du meilleur qu'on ne sait d'où il vient, toute une bohème bruyante, mal famée, pillarde, qui rampe dans ses habits galonnés avec la même dignité grotesque que les grands dignitaires de Soulouque ». La figure de Soulouque, aussi bien, fonctionne comme le « moyen » d'un syllogisme ; comme l'élément syntaxique qui articule les deux textes et, partant, les deux personnages : Napoléon III et Bolivar.

1. On en trouvera la traduction française dans *Cahiers de l'ISEA, Études de Marxologie* de décembre 1968. Quant aux réactions provoquées par ce texte en Amérique latine, on se reportera à l'introduction et aux notes de Pedro Scaron à K. Marx, F. Engels, *Materiales para la historia de América Latina* (Cordoba, Cuadernos de Pasado y Presente, 1972), ainsi qu'à José Arico, *Marx y América Latina* (Lima, Centro de Estudios para el Desarrollo y la Participación, 1980).

4 P Res 2133

« Bolivar y Ponte », variation en mineur sur un « bonapartisme » qui, d'évidence, obsède Marx ? — L'hypothèse mérite à coup sûr qu'on s'y arrête. Mais encore l'usage d'une telle catégorie s'enracine-t-il dans la conviction, héritée par Marx de Hegel, que l'histoire se répétant, se répèterait comme « farce » en confiant ses rôles à des seconds couteaux : un Napoléon III ou un Soulouque. Bien plus : si, aux yeux de Marx, Bolivar a peut-être surtout le trot, hégéliennement parlant, d'avoir échoué dans son grand dessein, son portrait est aussi l'occasion de répéter et de « vérifier » la vieille « leçon » de Hegel : « Comme pays de l'avenir, elle [l'Amérique] ne nous intéresse pas ici. La philosophie ne s'occupe pas de prophéties. (...) Il ne s'agit pas seulement de ce qui a été ou de ce qui devra être, mais de ce qui *est* et qui est éternellement : il s'agit de la Raison, et avec elle nous avons assez de travail. »²

Aussi bien, ne s'agit-il pas ici de dénoncer ces effets pervers de l'« européocentrisme » que seraient l'incapacité de Marx à appréhender la « spécificité » de son objet ou le recours abusif de sa part à la catégorie « européenne » de « bonapartisme », mais de souligner que ces retrouvailles hégéliennes, en désignant dans l'Amérique ce lieu où la Raison n'est point, attestent d'abord l'incapacité où se trouve Marx de la penser — ou de la construire — comme un objet historique.

Libérer le discours sur l'Amérique latine de ces avatars modernes de l'irrationnel hégélien que sont l'exotisme ou la « spécificité », retrouver ici le langage banal, et difficile, de la prose, c'est par là que continue en effet de passer, pour le sociologue ou l'historien, la construction de son objet. Encore que doivent être d'abord remis en question, et la hiérarchie des savoirs déjà évoquée, et cette notion d'« aire culturelle » dans laquelle on continue d'enclorre l'Amérique latine.

Robert PARIS

2. Hegel, *La Raison dans l'Histoire*, trad. par K. Papaioannou, Paris, U.G.E. (Le monde en 10/18), 1965, p. 242.

L'AMÉRIQUE LATINE A LA BDIC

LE POINT DE VUE D'UN HISTORIEN

Le domaine de compétence de la B.D.I.C. s'étale maintenant sur 83 ans : presque un siècle. C'est plus que l'histoire du temps présent, cette nouvelle période de l'histoire qui prolonge le travail de l'historien jusqu'à aujourd'hui et apporte aux problèmes du présent son expérience du passé. C'est une large tranche de l'histoire contemporaine, comme son nom l'indique, qui se trouve embrassée. Et cela non seulement dans le champ économique et politique, mais aussi dans le champ culturel.

C'est vrai pour l'ensemble de l'Europe. C'est vrai aussi pour les pays d'outre-mer et en particulier l'Amérique latine qui, pourtant, au départ, n'était pas l'objet essentiel d'une bibliothèque consacrée à la Première Guerre mondiale, à ses origines et à ses conséquences. Mais, par l'activité de ses conservateurs, stimulés par le développement en France et en particulier à l'Université, proche, de Paris X, des études latino-américaines, le monde ibérique y a pris bientôt plus de place que prévu.

Il est, avant tout, nécessaire de situer la B.D.I.C. par rapport aux autres bibliothèques qui se consacrent en France, totalement ou partiellement, à l'Amérique latine. Comme nous le savons, la bibliothèque de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine est la plus spécialisée en ce domaine. Elle porte sur l'histoire de l'Amérique latine depuis les origines jusqu'à nos jours et achète les travaux des différents spécialistes de sciences sociales et les revues sur l'Amérique latine. C'est une « bibliothèque d'Institut », de dimensions exceptionnelles, et qui est complétée par d'autres bibliothèques d'Instituts (Institut d'Études Hispaniques et Institut d'Études Portugaises et Brésiliennes), des « bibliothèques de chaire » (à Paris I et à Paris X) et des bibliothèques d'Instituts de province. Pour l'ethno-histoire, on utilisera la bibliothèque du Musée de l'Homme et pour les sciences sociales du présent, la bibliothèque de la M.S.H. et celle de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, ainsi que la bibliothèque de l'UNESCO.

A côté de cet ensemble, il faut placer la Bibliothèque Nationale, qui possède un important fonds latino-américain, en particulier pour les périodes antérieures à la Première Guerre mondiale. La Bibliothèque possède aussi des manuscrits et des périodiques, des cartes et plans, des estampes, des médailles qui intéressent l'histoire de l'Amérique latine. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la Bibliothèque Nationale accumule aussi une importante documentation « grise ». Cependant, certaines collections se trouvent plutôt dans les grandes bibliothèques universitaires de Paris : Sorbonne, Panthéon, Sainte Geneviève ; et dans certaines de celles qui existent en province. Enfin, il ne faut pas négliger les bibliothèques des dépôts d'archives, en particulier la Section d'Outre-Mer des Archives Nationales et certaines bibliothèques particulières comme celle de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, ou la Bibliothèque Administrative de la Ville de Paris, ou celle de la Documentation Française, quai Voltaire.

Alors, quel peut être le rôle de la B.D.I.C. dans ce concert ? Celle-ci ne s'occupe que du XX^{ème} siècle. Cette concentration sur un siècle lui permet une certaine profondeur de la documentation : non seulement livres et articles, mais aussi toutes sortes de documents imprimés et — éventuellement — manuscrits. Ainsi se trouvent réunis 30 000 volumes, presque autant qu'à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, et 1 900 périodiques, totalement ou partiellement latino-américanistes, plus, beaucoup plus qu'à l'Institut. Sur ces 1 900 écrits, 240 sont courants. Il faut y ajouter 250 affiches, 270 photographies et une trentaine d'objets divers. En ce qui concerne les ouvrages et même les périodiques, ceux que l'on trouve à la B.D.I.C. sont en grande partie différents de ceux que l'on trouve à l'I.H.E.A.L. Il y a donc complémentarité entre les deux bibliothèques. Complémentarité assez générale entre les divers fonds latino-américains parisiens. Une restriction cependant : certaines collections de journaux latino-américains présentent les mêmes lacunes à la B.D.I.C. et à la Bibliothèque Nationale :

celles correspondant aux deux Guerres mondiales, pendant lesquelles le courrier était interrompu entre l'Europe et l'Amérique latine.

★

Quelles sont les caractéristiques de ce fonds latino-américain de la B.D.I.C. ? D'abord — et c'est l'avantage par rapport à une bibliothèque étroitement spécialisée — le terme d'Amérique latine est pris dans son sens le plus large : on y trouve non seulement l'Amérique ibérique, mais aussi l'Amérique française et même les Caraïbes britanniques. On y trouve aussi le monde ibérique non proprement européen, mais que des liens parfois importants rattachent à l'Amérique latine : Philippines, colonies ibériques d'Asie ou d'Afrique et naturellement le « peninsular background » : Espagne et Portugal.

D'autre part, cette masse documentaire énorme est assez bien répartie. Car sur 30 000 ouvrages, près de 7 000 sont des livres généraux et le reste est spécialisé dans l'un ou l'autre des pays latino-américains. Même remarque pour les périodiques : 275 sur 1 900. Il est bien difficile de trouver un critère qui permette de juger si les différents pays sont équitablement représentés. La superficie des États, leur population, leur P.N.B. ou leur revenu sont des éléments d'appréciation insuffisants. Il faudrait tenir compte aussi du taux d'alphabétisation et du degré de développement culturel. Si l'on s'en tient à l'approximation d'une pesée globale, on perçoit bien, à travers les statistiques dressées, l'importance respective des différents pays (Brésil : 2 850 volumes, 195 périodiques ; Argentine : 2 550 volumes, 235 périodiques ; Mexique : 2 500 volumes, 175 périodiques ; Chili : 2 200 volumes, 190 périodiques). Cuba, avec 1 900 volumes et 135 périodiques, a une importance disproportionnée à sa grandeur réelle, mais elle est gonflée par le rôle qu'elle a joué avec le castrisme. Le Chili doit la sienne non seulement aux événements récents dont il a été le théâtre, mais aussi à l'activité scientifique et culturelle de son élite et à son haut degré de développement intellectuel.

Dans l'ensemble prédominent les travaux d'économistes, de sociologues, de politologues ou de géographes ; ces spécialistes ont travaillé sur les problèmes de leur temps et ce qu'ils ont écrit a, pour l'historien, valeur de témoignage. De ce point de vue aussi la B.D.I.C. est complémentaire de la bibliothèque de l'I.H.E.A.L. où abondent les ouvrages d'histoire, donc de nature rétrospective et écrits par des historiens. D'une certaine façon, ces livres et articles d'actualité mâchent le travail de l'historien. Ils rendent moins indispensable, pour un certain nombre de recherches, la consultation des archives et sources manuscrites, consultation absolument nécessaire pour le XVIII^e siècle et les siècles antérieurs et très importante encore pour le XIX^e siècle. C'est d'autant plus une chance que les archives ne sont consultables que jusque vers 25 ou 50 ans, selon les cas, de l'année où l'on se trouve.

En ce qui concerne plus spécialement l'Amérique latine, on objectera que beaucoup de ces ouvrages ou articles écrits sur elle le sont en français ou en anglais, par des Européens et n'ont pas l'intérêt de sources émanant directement des peuples concernés. Mais il faut bien avouer que très souvent l'Européen non seulement donne plus d'information que l'autochtone sur le pays concerné, mais surtout qu'il est frappé par tout ce qui est propre à ces peuples et qui paraît si évident à ceux-ci, qu'ils ne songent même pas à le noter. Toute vision extérieure est une vision « anthropologique » qui enrichit toujours la connaissance.

★

Dès lors on voit assez bien les types de travaux possibles à partir des ouvrages, articles et documents déposés à la B.D.I.C. Le premier, c'est évidemment, étant donné l'abondance des périodiques, ce que nous appellerons les études de

presse. La presse, au sens large, y compris la presse périodique, les collections de documents et même certaines catégories de livres ou de brochures, voilà un « corpus » considérable pour la connaissance de l'Amérique latine. Et que l'on peut exploiter par les méthodes, devenues classiques, de la thématique, de la sémantique et de la stylistique quantitatives, en se faisant aider éventuellement par l'informatique. Ces méthodes sont maintenant trop connues — du moins dans leurs principes — pour que nous nous y arrêtons. Entendons-nous bien : aux nombreux périodiques partiellement ou totalement latino-américains, on pourra ajouter tous ceux publiés en Europe et qui ne parlent souvent qu'occasionnellement du monde ibérique. De tels travaux peuvent d'ailleurs être menés dans les séries d'archives et les deux sources se complètent ainsi admirablement.

Ce type de sources imprimées et une bibliothèque « plannétaire » comme la B.D.I.C. permettent aussi de nombreuses études comparatives, soit dans l'analyse de certains phénomènes en Amérique latine et dans d'autres aires culturelles, soit dans l'analyse de ces phénomènes dans différents pays latino-américains. Par exemple, l'évolution des politiques agricoles ou industrielles, des politiques monétaires ou financières. On sait que l'histoire comparative est très féconde : elle met en valeur les particularités de chacun et en même temps les mécanismes généraux. Et cela est possible à Nanterre, à la fois dans le domaine politique, économique, ou démographique, mais aussi dans le domaine culturel, sur le plan institutionnel, social ou mental.

A ce sujet, il faut dissiper un préjugé qui a souvent cours sur la B.D.I.C. Si celle-ci a d'abord été orientée vers l'étude des relations internationales, au sens le plus large du mot, elle n'est pas seulement limitée à ces relations, mais s'étend aussi à la connaissance des pays eux-mêmes, cette connaissance ayant très vite été considérée comme nécessaire à la compréhension des problèmes diplomatiques ou stratégiques. De plus, en ce qui concerne l'Amérique latine, peuvent être étudiées à la fois les relations interaméricaines multilatérales, les relations bilatérales entre les différents pays, enfin les liens existant entre ces pays et l'Europe, le Japon, les États-Unis, l'Afrique, la Chine ou le reste du monde.

Pour l'histoire interne de chaque pays, la documentation donnée par la B.D.I.C., ajoutée à celle que donnent les autres bibliothèques, archives et musées de France, on arrive à une telle abondance d'information, que dans certains cas elle est supérieure à celle que l'on peut trouver sur place.

Ces remarques nous permettent de montrer un certain nombre d'avantages que présente la B.D.I.C. pour le chercheur historien. Le premier est sa spécialisation suffisante sans être excessive, qui permet au spécialiste d'Amérique latine une information dense, mais de champ assez large sur une période raisonnable. Sans doute les instruments généraux de travail ne sont pas très nombreux dans les salles de lecture, mais on peut les compléter par les ouvrages de référence de la Bibliothèque Universitaire installée dans les mêmes bâtiments. Les locaux sont confortables et bien reliés au centre de Paris par le RER : ces détails pratiques ne sont pas négligeables pour l'historien qui séjourne souvent et longtemps dans les bibliothèques. Enfin, c'est une bibliothèque bien adaptée à sa maison : non bibliothèque fermée sur un passé clos, mais bibliothèque ouverte, s'alimentant chaque jour de l'actualité nouvelle.

Il faut donc aider et encourager, dans l'intérêt de l'histoire de l'Amérique latine, le développement de la B.D.I.C. et de son fonds latino-américain. On peut se demander d'ailleurs si d'autres bibliothèques moins importantes ne pourraient être fondues en elle et si avec des moyens accrus on ne pourrait lui confier des collections encore dispersées sur le territoire national et d'accès difficile. Toutes mesures qui rendraient un grand service aux historiens latino-américanistes.

On s'étonne donc que ce soit si tardivement que le GRECO 27 du C.N.R.S. ait fait appel à la B.D.I.C. pour participer à la mise sur ordinateur de la documentation française sur l'Amérique latine.

Frédéric MAURO

LES FONDS LATINO-AMÉRICAINS A LA B.D.I.C. : PROBLEME DE LEUR CONSTITUTION

Comme dans tous les autres secteurs de la B.D.I.C., une partie de la documentation concernant l'Amérique latine s'achète en librairie et, pour ce qui est de la production en espagnol et en portugais, dans les librairies latino-américaines elles-mêmes. Et là, même lorsqu'elle peut disposer d'un budget décent, la B.D.I.C. se trouve confrontée aux mêmes problèmes que les autres bibliothèques françaises ou étrangères : difficulté de repérage des publications, éditions qui s'épuisent très vite et nombreux aléas dus aux changements politiques des pays eux-mêmes. Les bibliothèques américaines ont si bien mesuré l'ampleur des difficultés pour acquérir du matériel documentaire en Amérique latine qu'elles coordonnent leurs efforts au sein du SALALM (Seminar on the acquisition of Latin American Library Materials) qui se réunit régulièrement pour échanger des informations, se répartir les acquisitions en fonction de la spécificité de chaque bibliothèque afin qu'au moins l'une d'entre elles possède tel type de document (dont elle fournira des reproductions aux autres). Il serait souhaitable qu'au niveau parisien, et national si possible, une telle coopération existât. Les bibliothèques ayant des fonds importants sur l'Amérique latine sont complémentaires et non concurrentes : une coopération qui tiendrait compte de la spécificité de chaque centre permettrait la mise sur pied d'un réseau documentaire cohérent et le plus complet possible.

Pour en revenir à la B.D.I.C., dont la particularité est de recueillir tout type de document pouvant servir à l'histoire du XX^{ème} siècle (des documents et statistiques officielles jusqu'aux tracts, brochures à tirage limité, publications clandestines, bulletins d'émigrés, affiches, etc.), les dons ont été d'une très grande importance pour développer un fonds original sur l'Amérique latine.

Pour donner un exemple précis, sur 961 titres de périodiques concernant cette région entrés à la B.D.I.C. entre 1971 et 1979, 835 titres sont arrivés en dons.

Il est bien évident que nombre de ces publications n'auraient pu être achetées compte tenu de leurs caractéristiques (clandestinité ou semi-clandestinité) et qu'elles ont été données à la BDIC par des acteurs ou des témoins d'événements importants ou par des collectionneurs. Aussi existe-t-il, actuellement, autour de la B.D.I.C. un grand nombre de lecteurs, assidus ou occasionnels, qui voient l'intérêt de mettre à la disposition de tous des documents souvent rares et dont la trace doit être gardée pour écrire valablement l'histoire contemporaine.

Ce qui caractérise les dons qui convergent vers la B.D.I.C. c'est une extrême diversité d'origine et, par voie de conséquence, de nature. Des publications officielles (documents gouvernementaux, statistiques générales ou spécialisées)

viennent d'ambassades ou de leurs services culturels. Des professeurs et des chercheurs ont fait don à la B.D.I.C. de documents dont ils s'étaient servi pour des travaux antérieurs et cela permet de constituer ou de compléter d'importantes collections (ainsi, M. Frédéric Mauro, l'ancien Président du Mexique Luis Echeverria ou Michael Lowy). Des bibliothèques d'U.E.R. ont également donné à la B.D.I.C. des collections intéressantes que leur organisation ne leur permettait pas de gérer (Paris X, Paris VIII, ...). Des comités français de solidarité avec divers pays d'Amérique latine ont jugé qu'il était important de ne pas laisser se disperser la documentation qu'ils avaient amassée. Des mouvements politiques ont donné à la B.D.I.C. de nombreuses collections de journaux d'opposition qu'il aurait été difficile de collecter autrement (ce fut le cas du Parti Communiste français ; parmi les documents que la Quatrième Internationale a déposés à la B.D.I.C., l'Amérique latine tenait une place très grande). L'Institut d'Histoire sociale / Fondation Boris Souvarine a donné à la B.D.I.C. des études sur le communisme en Amérique latine et nombre de publications anti-communistes.

Des dons récents, non centrés de manière particulière sur l'Amérique latine, ont apporté des documents souvent rares sur le sous-continent : ainsi, le don G. Duchene contenait des journaux féministes des années 30 et des dossiers de coupures de presse de journaux de ces mêmes années ; le don L. Campolongo permet d'apporter certaines précisions sur l'émigration anti-fasciste italienne en Argentine ...

Par ailleurs, des échanges sont pratiqués avec divers organismes d'Amérique latine (Biblioteca del Congreso Nacional du Chili, Biblioteca de la Universidad de la Habana ...) ou parisiens (Bibliothèque de la Maison du Mexique ou Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux - CERMTRI ...).

Si tous ces dons sont intéressants et permettent d'avoir la documentation la plus diversifiée possible sur le XX^e siècle, cela demande un énorme travail de prospection, de recherche, de tri, puis de traitement et nécessiterait un apport en personnel qualifié.

Je voudrais terminer en remerciant chaleureusement tous les donateurs qui désirent garder l'anonymat et apportent à la B.D.I.C. des documents provenant de leur pays qu'ils ont souvent dû quitter, afin qu'il y ait un lieu où la mémoire historique se conserve (que ce soit des documents provenant d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Guatemala ou de l'Uruguay, entre autres). Certains documents ne sont pas d'ailleurs, selon la volonté expresse des donateurs, consultables avant une certaine date.

Geneviève DREYFUS-ARMAND

LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

Abonnement : 25 F

Prix du numéro : 7 F

*Composition, mise en page : Germinal (272.71.13)
Impression : Imprimerie Perolle, 9 rue Linné - 75005 Paris
Directeur de publication : Stéphane Courtois
CPAPP : nouvelle demande en cours*

HISTOIRE SOCIALE DE L'ARGENTINE : PROBLEMES DE SOURCES

L'Amérique latine — ce sous-continent déchiré par ses inégalités sociales, en proie à des explosions populaires, des mouvements et forces dissemblables —, représente pour le chercheur et pour toute personne intéressée à la réflexion en sciences sociales, un défi particulier : à cause de sa richesse, du caractère atypique de ses mouvements, et de l'immensité du « terrain » qui reste encore à défricher.

Dans notre cas particulier — l'Argentine — l'analyse du peronisme, par exemple, est sujette à des problèmes très particuliers. Les innombrables études, querelles, débats, auxquels il a donné lieu, sont loin d'épuiser un phénomène que la réalité politique et sociale enrichit de jour en jour. Le peronisme, qui occupe la scène politique depuis le milieu des années quarante, a éclipsé et presque jeté dans l'oubli toute l'histoire antérieure de la classe ouvrière argentine. Cependant, cette histoire, qui remonte à la deuxième moitié du XIXe siècle, ne peut être méconnue au risque de rendre inintelligible toute la vie politique et sociale argentine du XXe siècle.

Pourtant les travaux existants sur l'histoire sociale argentine ne sont pas encore arrivés à donner une vision d'ensemble et suffisamment complète de l'histoire du mouvement ouvrier et social. Les premiers écrits sur l'histoire ouvrière sont le fait de ses protagonistes, c'est-à-dire des militants qui, par souci d'explication et de justification, ont entrepris la tâche de recueillir « leur » histoire. Bien que ce ne soit pas une histoire personnelle, cette histoire transcrit la vie des organisations syndicales ou du courant auquel ils appartenaient. Leur importance est majeure, mais elles ne peuvent pas suffire à reconstruire la réalité historique.

Dans les années 60 et surtout 70, une nouvelle génération d'historiens et chercheurs en sciences sociales se penche sur l'histoire sociale du début du siècle. Parallèlement, le débat ouvert par le peronisme amène à s'interroger sur ses racines, et produit en conséquence une réflexion sur les années trente et sur la nature du peronisme. Puis les phénomènes politiques de la fin des années 60-70 — « Cordobazo », naissance d'un secteur « classiste » en rupture avec la direction peroniste des syndicats, ainsi que le phénomène de la guerrilla et le retour du peronisme au pouvoir — vont attirer l'attention et initier des études de cas plus ou moins localisées, ou des essais de généralisation pour la période 1955-1976. Ces derniers restent encore très proches du débat politique.

Aucune de ces études n'a encore débouché sur une vision globale de l'histoire sociale argentine.

Au niveau des sources utilisées, une nette amélioration s'est produite par rapport aux premières histoires du mouvement ouvrier, mais il reste une importante lacune dans l'utilisation des sources primaires en particulier. Il faut signaler quelques remarquables exceptions, dues surtout à des chercheurs européens et américains ; on peut citer les travaux de : Iacov Oved — Israélien (sur l'anarchisme) ; H. Spalding — qui a fait un admirable recueil de documents —, et le doctorat de D. Tamarin, entre autres. Malheureusement, ces travaux limités par leur problématique, la spécificité de la période ou du courant étudiés, n'embrassent pas le mouvement dans son ensemble.

Il faut signaler que ce problème de sources est lié fondamentalement aux problèmes politiques imposés par la réalité argentine : en premier lieu la répression qui provoque une destruction irréparable des matériaux d'archives, d'innombrables collections personnelles — la matière première de l'histoire sociale —. Les longues périodes d'état de siège ne

facilitent pas la tâche de l'historien qui veut se pencher sur des matériaux considérés ou catalogués comme « subversifs ».

Cependant, il reste pour les historiens une voie, mal connue, ou difficile à emprunter, principalement pour les chercheurs argentins, celle des archives européennes.

Essentiellement, pour le XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle, les archives existant en Europe peuvent compléter les pertes et lacunes irréparables des archives et collections présentes en Argentine. Grâce aux liaisons infaillibles de personnes comme M. Nettleau, ou dans le cas de la France : Armand, qui recevaient de manière constante des publications et informations du cône sud ; ou encore grâce au cadre organisationnel et politique représenté par la IIe, puis la IIIe Internationale, il est possible de retrouver en Europe des collections de la presse ouvrière et des fonds bibliographiques d'une valeur inestimable pour les chercheurs de l'histoire sociale argentine. Le cas de l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam est particulièrement remarquable.

Malheureusement, toutes ces institutions et fonds d'archives ne sont pas suffisamment explorés et nous sommes sûrs que, dans de nombreux cas, de « merveilleuses surprises » nous attendent encore, si un véritable travail de recherche sur les sources bibliographiques est entrepris tant au niveau de l'Europe que de l'Amérique.

Actuellement le phénomène de l'exil politique latino-américain relance d'une certaine manière ce « sauvetage » d'archives et documents. Les réfugiés déposent dans leurs pays d'exil quantité de documents ou travaux qui témoignent de leur expérience passée et immédiate. Nous avons là, dans les années à venir, un matériel de grande valeur pour l'étude de la réalité politique et sociale de l'Amérique latine.

Raison de plus pour insister sur la nécessité impérieuse d'évaluer et de porter à la connaissance du public l'état des fonds sur l'histoire sociale de l'Amérique latine.

Un travail s'accomplit en ce moment, avec la collaboration de la B.D.I.C. et du GRECO 26, pour porter à la connaissance du public un premier essai d'inventaire sur les matériaux bibliographiques et les sources documentaires existant dans la région parisienne.

Nous nous proposons de relever les matériaux les plus importants susceptibles de contribuer à l'histoire sociale argentine, dans les principales bibliothèques et centres de documentation de la région parisienne : c'est-à-dire environ 20 institutions et plus de 3 000 œuvres, brochures et périodiques.

Cependant, toujours du point de vue de l'histoire ouvrière et sociale, il y a quatre institutions qui, à elles seules, centralisent la plupart des matériaux : la Bibliothèque Nationale (B.N.), la B.D.I.C., la Fondation Nationale des Sciences Politiques (F.N.S.P.) et l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (I.H.E.A.L.).

Leurs fonds sur l'histoire politique, économique et sociale argentine sont indispensables pour le travail de n'importe quel chercheur en Europe.

Il existe une certaine complémentarité entre les diverses bibliothèques et centres. Sans doute la B.N. est une des rares par son ancienneté, à posséder une quantité importante de matériaux qui datent du XIXe-début du XXe siècles. De son côté, la B.D.I.C. présente tout une collection d'ouvrages de l'époque de la première guerre, permettant donc de connaître les positions de la société argentine face à la guerre. Certains de ces ouvrages font état du climat d'agitation sociale qui

s'empare de Buenos Aires vers 1917-1919, ainsi que la peur de la contagion du « maximalisme » russe.

Pour les périodiques, la B.N. offre une collection assez complète du quotidien *La Nación*, ainsi qu'une collection un peu moins complète — jusqu'à 1917 — de l'autre grand quotidien, *La Prensa*. Leurs collections commencent dans les années 1880 et se prolongent jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale. Pour la période de la Première Guerre, on peut ajouter les exemplaires qui se trouvent à la B.D.I.C. de *La Razon*, *La Argentina*, *Los Andes* de la province de Mendoza, les collections de journaux des collectivités étrangères : le *Giornale d'Italia* de Buenos Aires et le *Argentinisches Tageblatt* ; ou encore *The Review of the River Plate* qui se trouve à la B.N., et, pour le début de la guerre, *La Union — diario de la tarde* — également présent à la B.N. Nous avons donc là une masse importante de matière de base pour une étude de la réalité argentine pendant la Première Guerre mondiale.

Il est également possible de trouver à la B.N. un échantillonnage important des publications de propagande — livres, brochures — pour l'immigration vers l'Argentine et, en général, une masse importante de documents d'origine officielle émanant des ministères, de la Présidence, de la police, etc.

Ainsi, en ce qui concerne la documentation officielle, nous disposons à Paris des plus importants recensements argentins, à l'exception du recensement général de 1914. La B.N. possède ceux de 1869, 1895, 1947, et le recensement des logements de 1960. Les autres recensements : cadres inédits du recensement de 1947, celui de la population de 1960, puis ceux de 1970 et 1980, ou les recensement économiques de 1964 et 1974, se trouvent dispersés entre la F.N.S.P., l'I.H.E.A.L. et la Documentation Française. Il existe deux exemplaires du recensement industriel de 1935 : l'un est à la B.D.I.C., l'autre à la Bibliothèque Sainte Geneviève. La B.D.I.C. possède encore les statistiques industrielles de 1937 et 1939 ; et le recensement industriel de 1950. Ce dernier se trouve aussi, avec celui de 1954, à la B.N. et à la F.N.S.P. Nous sommes loin d'avoir épuisé la liste des recensements et des publications statistiques disponibles dans la région parisienne, mais leur énumération dépasse le cadre de cet article. Disons en passant que le Centre Georges Pompidou compte, dans sa bibliothèque, les 9 volumes de l'Encyclopédie argentine de Diego Abad de Santillan.

Pour l'étude des organisations et des courants politiques ouvriers, Paris est loin de tenir le fonds d'archives existant à l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam, pour toute la période antérieure à la Deuxième Guerre mondiale.

Néanmoins, l'Institut Français d'Histoire Sociale possède une collection assez importante de livres et brochures publiés par le mouvement anarchiste argentin, où il est possible de trouver le travail de E. Nido, *Informe general del movimiento anarquista en la Argentina*, les écrits de Juan Lazarte, de Pierre Quiroule, *La ciudad anarquista americana*, etc. Plus remarquable encore est l'existence, toujours dans l'I.F.H.S., de quelques numéros de journaux des premières étapes de

l'histoire ouvrière argentine : *Le Cyclone* (Buenos Aires, 1895), *La Liberté* (Buenos Aires, 1893-1894), quelques numéros en mauvais état du journal de José Ingenieros, *La Montana* ; des numéros comme *La Protesta*, *Pampa Libre*, *Orientacion*, etc. Il faut souligner une collection assez complète de la revue anarcho-individualiste de Rosario : *Estudios* (1914-1916). La B.D.I.C. conserve aussi quelques numéros de journaux anarchistes, mais de périodes plus contemporaines. La B.N. possède 20 numéros du quotidien *El Trabajo* — septembre 1921 — publié par un secteur anarchiste philobolchevique, et autres « perles » rares.

Pour l'étude des courants marxistes, une fois encore la B.N., la B.D.I.C., et surtout la F.N.S.P. se détachent de l'ensemble. La B.N. compte un nombre important d'écrits de quelques militants socialistes comme E. Dickmann, ou de J.B. Justo : *Teoria y Practica de la Historia* (2ème édition, 1915). Par contre le fameux livre de Alfredo L. Palacios : *El Nuevo Derecho*, peut être consulté à la Bibliothèque de l'Institut de Droit Comparé, à l'I.H.E.A.L. ou à la B.D.I.C. Cette dernière a un exemplaire du livre du sénateur socialiste Del Valle Ibarlucea, *La cuestion internacional y el P.S.*, livre qui rend compte des positions de ce futur « tercerista » (par sa position favorable à l'adhésion à la Troisième Internationale), pendant la Première Guerre mondiale. Finalement, citons le texte rare de José Ingenieros, *La Democracia funcional en Rusia*, également présent à la B.D.I.C.

La F.N.S.P. possède une masse assez considérable de travaux sur le P.S., beaucoup plus récents : de Ratzer, ou le recueil d'écrits d'Ave Lallemand, de A. Ghioldi, D. Cuneo, ou encore les importants mémoires de N. Repetto et E. Dickmann, documents de première importance pour l'étude de l'histoire du P.S. argentin.

Le livre clé pour l'histoire du P.C. est accessible également à la F.N.S.P. : *Esbozo de Historia del Partido Comunista de la Argentina*. On peut citer deux « études » sur le communisme argentin, faites par de farouches anti-communistes, le livre de Silveyra, *El comunismo en la Argentina*, et la présentation faite par Sanchez Sorondo au Sénat en 1936. Le premier est à la B.D.I.C., la deuxième à la Bibliothèque Sainte Geneviève.

Nous conseillons de consulter les fonds de F.N.S.P., de la B.D.I.C. et de l'I.H.E.A.L. en ce qui concerne les autres secteurs de la gauche argentine.

Pour la presse de gauche, la B.D.I.C. est de loin la plus complète, en particulier pour les années 70. Dans certains cas — la presse des organisations trotskistes — les collections peuvent être complétées par celles du CERMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes et révolutionnaires internationaux).

Il est impossible de citer un centre ou une institution particulière, dans le cas du péronisme. Comme phénomène politique et social, il occupe une place centrale dans l'histoire argentine du XXe siècle. Dans chaque bibliothèque

18 centavos

PORTÉ PAGO

LA RAZON

El valor de pesos \$ 201.872.434. créditos hipotecarios, para \$ 177.238.569 y créditos preteritos, para \$ 24.633.865. El de las sociedades industriales, las extranjeras y las nacionales, para \$ 253.164.358. El de las hipotecas, para \$ 28.987.979. créditos hipotecarios, para \$ 28.977.745. créditos hipotecarios, para \$ 287.322. y créditos preteritos, para \$ 287.000. El social de las ferrocarriles nacionales, para \$ 22.569.780 min. en tanto que el de las extranjeras llega a \$ 3.071.242.452 min.

La Prefectura General de Puertos ha adoptado ya las medidas preparadas para evitar desórdenes. Todos los destacamentos se hallan listos para reforzar la vigilancia mañana, si se produce el paro anunciado.

Como en las anteriores huelgas, la prefectura oficiará el servicio de remolque, para no entorpecer el movimiento de los barcos transatlánticos.

Rentas aduaneras

Según informes de la inspección general de Rentas, la recaudación durante el mes de agosto...

del cálculo de recursos y de la ley de gastos, debemos limitarnos en el presente informe a recordar la importancia que tienen para la vida económica y para las finanzas de la administración pública y social, una ley que para la cual deben ser estudiados y votados con un cuidado máximo, teniendo en cuenta su necesidad, su justicia y su oportunidad.

Votado el presupuesto, tendremos que llevar adelante, lo de justificación de los trabajos y las demás medidas que la convencerá, y las que realizaremos si nos autorizan a presentar la lista a que antes nos hemos referido.

En el orden interior debemos tratar de disminuir el rigido republicanismo representativo, asegurar el gobierno municipal en la República, transformar totalmente el sistema económico y financiero de la Nación sobre la base de la explotación de los recursos del Estado y de la gravitación justa del impuesto sobre los valores que son creados, una bien colectiva que individualmente organizan una nueva política agraria, silvicultura y de riesgo, tender a la nacionalización de los transportes, comunicaciones, y distribuir la explotación; hacer la reducción del costo de la vida, cuidar de la salud pública y de la educación; hacer el patrimonio del Estado; garantizar la equidad social y política; tender a la organización de una buena justicia y a la unidad del procedimiento legislativo y ejecutivo, y a la organización de un gobierno nacional y de un sistema provincial. La política...

DURAI

Continúa

Las explotaciones

Temores de

EL PALLEO

COMERCARIOS DE

NUOVA YORK

se comienza hoy que página de texto al coproducción Hoover te curran.

En largos y obligados programas de...

EDGARDO BILSKY

contribution à l'histoire du mouvement ouvrier et social argentin

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DOCUMENTAIRES DE LA REGION PARISIENNE

B.D.I.C. & GRECO 26-CNRS

citée on peut trouver des matériaux intéressants.

Ceux qui s'intéressent à la littérature latino-américaine trouveront sans aucun doute à l'Institut Hispanique ou dans l'I.H.E.A.L. de quoi se satisfaire et une source intéressante d'information. L'I.H.E.A.L. compte aussi avec beaucoup de travaux de sociologie, particulièrement utiles à une réflexion sur l'histoire sociale.

Il existe trois centres de documentation qui dépouillent systématiquement les articles de revues à caractère scientifique, d'un nombre important de journaux et de revues politiques. Il s'agit du Centre de Documentation de l'I.H.E.A.L., de ceux de la F.N.S.P. et de la Documentation

Française. Ces derniers ont commencé leur dépouillement à partir de 1945 et offrent aussi des dossiers de presse, constitués à partir des principaux quotidiens et revues européens et américains.

Ce bref « voyage » dans les bibliothèques parisiennes ne prétend pas épuiser la liste de livres, brochures ou journaux existant à Paris. Les matériaux pour l'histoire sociale représentent à eux seuls une masse considérable de documents impossible à synthétiser en quelques lignes et un cadre semblable peut être dessiné en ce qui concerne les problèmes économiques ou de politique générale.

Edgardo BILSKY



NOTES SUR L'ÉMIGRATION FRANÇAISE EN AMÉRIQUE LATINE ET SON RÔLE DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Les émigrés français en Amérique latine ont eu un rôle important dans divers domaines, politique, culture, finances, industrie, agriculture, et ceci pendant plus de cent ans, entre le début du XIXe siècle et les premières décennies du XXe. Malgré cette importance et bien qu'il y a quelques études partielles d'une grande valeur, il n'existe pas — à notre connaissance — une recherche globale sur ce sujet. Nous voulons ici, seulement, exposer les points de départ et les problèmes pour une étude plus approfondie sur l'importance globale de l'immigration française dans divers pays latino-américains et présenter quelques conclusions d'une recherche en cours, axée de préférence sur les émigrés en Argentine et leur rôle dans les mouvements sociaux.

La place privilégiée donnée à l'Argentine n'est pas le produit du hasard. Car c'est le pays latino-américain qui a reçu le plus grand nombre de Français et où, étant donné les caractéristiques particulières du développement capitaliste argentin, les étrangers eurent un rôle considérable.

Cela nous amène à distinguer deux types différents d'émigration française en Amérique latine, bien qu'ils se croisent souvent. D'un côté, il y eut une émigration individuelle ou par groupes, généralement à caractère politique et de l'autre, un processus social, massif, qui caractérisa divers pays européens entre 1830 et 1950, dont aussi la France.

Une telle recherche globale présente plusieurs difficultés. D'abord, un premier problème d'envergure est celui de déterminer avec précision le volume réel de l'émigration française. Les statistiques françaises ne comptaient que les émigrés partis de certains ports et dans des bateaux de plus de quarante personnes. Cela suppose la comparaison avec les statistiques latino-américaines qui ne sont pas non plus toujours très exactes.

Approfondir la recherche sur l'émigration sociale, massive de la deuxième moitié du XIXe siècle en Amérique latine, suppose aussi faire des recherches spécifiques dans des archives régionales et locales — comme celles faites à Toulouse — dans les années 1970-1980 pour l'Aveyron — et aussi dans les pays d'accueil.

Pour l'émigration politique se présentent aussi des problèmes d'importance. Les conditions de clandestinité des voyages des réfugiés qui quittaient la France créent des difficultés pour connaître leurs activités en Amérique latine. Il est évident que les diverses archives de l'État français, comme les rapports policiers et diplomatiques, restent l'une des sources les plus importantes.

D'autre part, les publications politiques républicaines, socialistes, anarchistes, syndicalistes, franc-maçonniques et d'autres, constituent aussi une source importante. Non seulement sont utiles les publications contemporaines aux faits étudiés, mais aussi celles des périodes postérieures, car elles contiennent souvent des renseignements rétrospectifs. Quelques ouvrages à caractère général, des histoires politiques et des mémoires de voyageurs et d'émigrés nous fournissent aussi de précieuses données. Dans la région parisienne, la BDIC, avec d'autres institutions, occupe une place importante pour l'étude de ces documents. Particulièrement importants sont ses fonds sur « les Français à l'étranger ». Il va de soi que les sources latino-américaines, dont une partie non négligeable se trouve en Europe, sont fondamentales.

Suivant la périodisation établie par l'historien chilien Marcelo Segall, il est possible de compter cinq vagues dans l'émigration française en Amérique latine¹. La première fut celle des militaires et des vaincus de la Sainte-Alliance, poursuivis par la Restauration, dont ses membres participèrent parfois aux luttes pour l'indépendance des anciennes colonies espagnoles. La deuxième et la troisième furent celles des réfugiés des révolutions de 1830 et 1848. Les communards exilés forment la quatrième vague et la dernière les militants européens fuyant le fascisme, dont les Français.

Ce sont les communards qui eurent le rôle le plus important dans les origines des mouvements sociaux modernes de

1. Segall, Marcelo, « En Amérique latine. Développement du mouvement ouvrier et proscriptions », in *International Review of Social History*, Amsterdam, Num 17, 1972.

quelques pays latino-américains. Cependant, parmi les générations précédentes, on doit citer quelques noms. Le principal diffuseur de Fourier dans l'Amérique du Sud fut Eugène Tardonnat, qui développa une intense activité de propagande en Argentine, en Uruguay et au Brésil. En 1842, il publia *Le Messager Français* à Montévidéo et en 1845, *La Revue Socialiste* à Rio de Janeiro.



Alexis Peyret, qui avait participé aux événements parisiens de 1848, arrive en Uruguay où il sera professeur d'histoire au Collège national de Montevideo pour passer ensuite en Argentine. Dans ce pays, il sera l'organisateur des premières colonies agricoles et dans les soixante collaborera à *El Artesano*, journal de propagande socialiste et de défense des intérêts des artisans de Buenos Aires. En 1889, Peyret sera le représentant des « Groupes socialistes » de Buenos Aires à la réunion internationale de Paris.

L'un des plus célèbres militants français en Amérique latine à cette époque fut Elisée Reclus, qui séjourna en Colombie entre 1855 et 1857. Dans ce pays, il s'intéressa à l'étude des perspectives du socialisme agraire et développa quelques projets scientifiques qui ne seront pas considérés par le gouvernement colombien². Avec ses récits sur l'expérience vécue, Reclus contribuera plus tard à faire que quelques exilés de la Commune aillent en Amérique latine.

Au Chili, quelques émigrés à la suite des événements de 1848-1851 menèrent une activité de propagande républicaine liée à la franc-maçonnerie. Parmi eux, Charles Delescluze, qui avait participé à la « Nouvelle Montaigne » et Alphonse Gent, républicain proche de Gambetta. Un autre émigré de cette époque au Chili fut Jean-Jacques Pillot qui, après être rentré en France, participera à la Commune³.

Parfois, les théories de Proudhon, Fourier, Leroux, Quinet et d'autres arrivent en Amérique latine par des voies indirectes et connaissent une grande diffusion dans certains pays. Un grec, Rodhacanaty, introduisit les pensées proudhonienne et bakouninienne au Mexique. Esteban Echeverria, un Argentin qui avait séjourné à Paris, contribuera à la vulgarisation des idées de Saint-Simon.

Particulièrement important pour le développement du mouvement ouvrier naissant de certains pays de l'Amérique du Sud, fut le rôle des communards exilés. Ils s'installèrent d'abord en Argentine, en Uruguay et au Chili.

En Argentine, ils eurent une participation décisive dans la formation d'une Section française de l'AIT, qui fut le premier pas dans la constitution d'une Fédération locale de l'Association Internationale des Travailleurs. Au Chili, également, les communards jouèrent un certain rôle dans la propagande socialiste et nombreux parmi eux participeront à la colonisation de la Patagonie⁴.

Bien que les Français se soient éparpillés dans divers points d'Amérique latine, il est incontestable que le plus grand nombre s'est établi dans les pays où le besoin de main-d'œuvre pour soutenir le développement capitaliste, axé sur l'exportation agricole, amena à avoir recours à

l'immigration européenne. Ces pays furent surtout l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil.

Entre 1875 et 1887, 44 % des émigrants français d'outre-mer allèrent en Argentine et en Uruguay ; 41 % aux États-Unis et au Canada ; 5 % au Brésil et les 8 % restant dans les autres pays latino-américains. En 1901, le nombre de Français établis en Argentine était de 94 000, en Uruguay il y en avait 12 900, 10 000 au Brésil, 7 800 au Chili, 4 000 au Mexique et 8 000 dans divers autres pays⁵.

Ces chiffres montrent que l'Argentine fut le pays d'accueil par excellence de Français en Amérique latine. Cependant, en Uruguay, l'immigration française fut importante, surtout dans les premières décennies du XIXe siècle. En 1843, sur 31 189 habitants que comptait la ville de Montévidéo, 19 252 étaient des étrangers, dont 10 200 Français⁶. Ce dernier chiffre comprenait 3 819 volontaires de la « Légion française ». Il est certain que la présence militaire française au Rio de la Plata à l'époque de l'intervention « anglo-française », fut un facteur qui favorisa l'arrivée de nombreux émigrés.

L'essor des exportations agricoles — d'abord la laine, et après la viande bovine et les céréales — accéléra en Argentine la transformation capitaliste du pays, à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle. Le besoin d'attirer la main d'œuvre étrangère pour l'agriculture et l'artisanat, donna lieu à un phénomène migratoire qui compte parmi les plus importants du monde moderne et non pas seulement par le volume d'arrivées, mais aussi par la haute proportion d'étrangers par rapport à la population pré-existante.

Entre 1857, date du début de l'immigration systématique, et 1914, plus de 6 millions d'étrangers arrivent au pays. Environ la moitié y restera définitivement. Du reste, une partie était des travailleurs saisonniers qui venaient pour les récoltes et une autre partie des paysans qui ne parvenaient pas à la propriété de la terre à cause de la persistance du régime des grandes propriétés foncières.

Sur un total de 4 711 013 arrivés — ce chiffre exclut les immigrés rentrés par la voie de Montévidéo — entre 1857 et 1915, 2 289 933 étaient des Italiens, 1 492 848 des Espagnols, 225 049 Français, 135 962 Russes, 121 177 Ottomans, 81 186 Autrichiens, 62 329 Allemands, 56 448 Anglais, 33 326 Suisses, 23 091 Belges et 189 664 de diverses nationalités⁷.

Les Français venaient au 3ème rang. Cependant, leur importance relative fut plus grande dans les premières décennies du processus migratoire. Au début, le rythme d'arrivée fut lent : 1 105 entre 1857 et 1860 et 8 371 entre 1861 et 1870. Dans les dix années suivantes, le rythme s'accéléra : arrivent 32 717 Français. La crise économique et les événements de la Commune sont la cause de cette augmentation. Un nouveau et brusque bond fut enregistré entre 1881 et 1890 : 93 843 immigrés. Cette augmentation est due à la subvention officielle des passages par mer. Dans la décennie suivante, la crise économique fera diminuer le rythme et n'arriveront que 26 600 Français. Avec le nouveau siècle, la progression continuera avec 43 778 et entre 1911 et 1914, arrivèrent 18 635 Français⁸.

A ces chiffres, il faut ajouter un certain nombre qui arrivaient par Montevideo. D'ailleurs, une partie de ces Français rentrera en France, après avoir échoué dans leur tentative de faire fortune.

2. Reclus, Elisée, *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte-Marthe. Paysages de la Nature Tropicale*, Paris, Hachette, 1881.

3. Marcelo Segall, *loc. cit.*, pp. 327-330.

4. Pour le rôle des communards au Chili et en Amérique latine en général, voir l'article déjà cité de Marcelo Segall.

5. Service national des statistiques. Direction de la statistique générale. *Études démographiques num. 4, Mouvements Migratoires entre la France et l'étranger*, Paris, Imprimerie Nationale, 1943.

6. Lamas, Andrés, *Notice sur la République Orientale de l'Uruguay*, Paris, 1851.

7. *Extracto Estadístico*, Buenos Aires, 1915.

8. *Ibidem*.

Les recensements nationaux et municipaux de Buenos Aires — dont les proportions sont à peu près les mêmes que celles de l'ensemble du pays — nous permettent de suivre l'évolution du pourcentage des Français dans la population totale du pays et dans la population étrangère. En 1869, 14 180 Français séjournant à Buenos Aires constituaient 7,5 % de la population totale et 15,8 % de la population étrangère. En 1887, le nombre était de 20 031 et les pourcentages de 4,6 et 8,7 respectivement. En 1895, 33 185 Français représentaient 4,9 % du total et 9,7 % des étrangers. En 1904, ils étaient 27 574 et les proportions étaient de 1,8 et 6,4 et finalement, en 1914, le nombre demeurait presque le même, 27 293, mais les pourcentages avaient diminué : 1,7 pour la population globale de la ville et 4,5 pour la population étrangère⁹.

Ces chiffres montrent que la présence des Français était particulièrement importante au début de la grande vague immigratoire et comparable à celle des Espagnols. La diminution postérieure de la proportion des Français est la conséquence de trois facteurs : d'abord, de la stabilisation jusqu'à la première guerre mondiale du volume d'arrivées. Deuxièmement, l'augmentation de la proportion d'Argentins. L'Argentine avait adopté le principe du *jus soli*, les fils des immigrés avaient la nationalité argentine. Troisièmement, l'augmentation des volumes d'immigration d'autres nationalités comme les Espagnols et les Russes.

L'importance sociale, économique et politique de l'immigration française en Argentine dépasse largement son importance quantitative. Cela est la conséquence d'une part, du fait que les Français arrivent massivement en Argentine au moment où le développement capitaliste était encore en plein démarrage et d'autre part, du niveau de qualification qu'ils avaient par rapport aux immigrés italiens ou espagnols. D'ailleurs, la relative facilité des émigrants français pour bien se placer dans l'échelle sociale est une caractéristique commune à tous les pays latino-américains. Guy Bourde a affirmé que l'immigration française en Argentine s'approchait de ce qu'il appelait « une immigration de cadres » et P. Berne disait que les Français appartenaient à « l'aristocratie de l'immigration »¹⁰.

En réalité, la plupart des immigrants français étaient des paysans, des ouvriers et des artisans provenant en grande partie des départements du Midi. Mais il y avait aussi des instituteurs, des petits commerçants et des intellectuels. Malgré l'origine populaire de la majorité des Français, ils étaient plus qualifiés généralement que l'ensemble des Italiens et des Espagnols.

C'est particulièrement dans l'activité viticole que certains Français réussirent. Les ouvriers vigneron s'associaient et devenaient parfois des petits patrons, imitant les techniques françaises de la production de vins. Ils réussirent avec un certain succès à faire concurrence aux produits français, ce qui ne laissait pas de provoquer des réactions d'alarme en France¹¹.

La plupart des Français émigrés — comme d'ailleurs les autres Européens — restaient dans la ville de Buenos Aires et dans les provinces plus développées du littoral pampéen. Cependant, il y eut certains cas de colonisation agricole réussie comme celle de la Colonie Pigüe, qui, à partir de 162 personnes provenant de l'Aveyron, attira ensuite nombre de leur compatriotes de différents points de l'Argentine et de l'Amérique latine¹².

Quelques émigrés réussirent à faire fortune, grossissant par la suite les rangs de la grande bourgeoisie argentine. Ce fut le cas de Jean Lanusse — devenu après Juan Lanus — et de Pierro Luro et Cambacères. Cependant, plus nombreux furent ceux qui allaient contribuer à la formation des classes moyennes. En 1877, à Buenos Aires, 7,8 % des propriétaires du secteur commercial étaient des Français et les patrons et ouvriers de cette nationalité formaient environ 10 % de l'artisanat et des activités industrielles¹³. Le reste fera partie du prolétariat en formation, se plaçant comme ouvriers, cuisiniers, ou employés de commerce.

Les émigrés français eurent un rôle important dans le processus de formation du mouvement ouvrier argentin. Ce rôle fut décisif surtout dans les premières périodes. Les pre-

miers exilés de la Commune, arrivés à Buenos Aires au cours de 1872, constitueront le 28 janvier de l'année suivante la Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs qui sera le point de départ pour une activité de l'A.I.T. en Argentine. Ensuite, la section française avec deux autres, une italienne et une espagnole, constitueront un Conseil Fédéral, dont le secrétaire était un Français, A. Aubert. Dans son cas, comme probablement aussi dans celui d'E. Flaesch qui signait sa correspondance au Conseil Général de Londres de l'AIT comme « Fondateur de l'Internationale à Buenos Aires », il s'agit probablement d'un pseudonyme. D'autres dirigeants furent Désirée Job, militant blanquiste, qui avait joué un rôle important dans la Commune de Marseille et Raymond Wilmart, belge d'origine, mais qui avait représenté les sections de Bordeaux au congrès de l'Internationale en 1872¹⁴.

L'activité de la Section Française — qui, en juin 1873, comptait 130 membres — fut surtout la propagande socialiste et quelques tentatives d'organisation des travailleurs. Probablement ces activités attirèrent l'attention du gouvernement argentin et, sous le prétexte de sa participation à une conspiration, le siège de la Section française fut perquisitionné par la police le 14 mars 1875 et onze militants arrêtés et torturés avant d'être libérés un mois après. Ces militants, français pour la plupart, étaient : Jules Aubergne, Henri Borubers, Ernest Deschamps, François Dufour, Joseph Dufour, Jules Dubois, Désirée Job, Joseph Loumel, Paul Cug, Mathieu Millot et Francisco Roca¹⁵. Les sections argentines de l'AIT furent dissoutes en 1876. Bien qu'elles se heurtaient aux illusions d'ascension sociale et d'un développement pacifique du capitalisme argentin de la part de beaucoup de travailleurs immigrés, leur contribution à l'évolution du mouvement ouvrier fut importante.

Dans la même époque, mais sans que l'on sache s'il avait des liens avec la section française, Stanislas Pourrille, qui avait participé à la Commune sous le pseudonyme de « Blanchet », fit paraître entre le 9 juillet 1875 et le 24 janvier 1876, *Le Républicain*, qui soutenait les idées républicaines.

Un autre Français, Jean Baux, se trouvait à Buenos Aires vers 1878 et de là, il adressa une lettre polémique à Elisée Reclus, qui lui répondit à son tour. Dans la même année, Gauthier, probablement un autre ancien communard, dirigea la première grève soutenue par une société syndicale, celle des typographes.

L'accélération du développement capitaliste pendant les années 1880-1890 fit grossir les rangs du prolétariat et donna lieu à la multiplication des syndicats et à l'activité des groupes socialistes et anarchistes. La présence des Français dans le prolétariat, bien que minoritaire par rapport aux Italiens et aux Espagnols, continuait à être non négligeable. Ainsi l'attestent quelques journaux ouvriers qui incluaient des articles en français. Par exemple, le journal anarchiste

9. Recensements nationaux de 1869, 1895 et 1914 et recensements municipaux de 1887 et 1904.

10. Bourde, Guy, *Urbanisation et Immigration en Amérique latine, Buenos Aires*, Paris, Aubier, 1974 et P. Berne, *L'immigration française en Argentine*, Paris, Jouvé et Cie, cité dans *Mouvements Migratoires entre la France et l'étranger*, éd. cit., p. 49.

11. Valicourt, Charles Comte de, *L'émigrant français et sa condition en Argentine*, Berger-Levrault et Cie, Paris/Nancy, 1898.

12. Bannasar, Bartolomé, « La inmigración francesa a la Argentina a finales del siglo XIX : el caso de la colonia de Pigüe y el problema de las fuentes », in Konetzke, Richard et Kellenbenz, Hermann, *Jahrbuch für Geschichte Staat Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas*, 13, 1976.

13. Guy Bourde, *op. cit.*, pp. 223-225.

14. Très important pour connaître ces militants, c'est le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, dirigé par Jean Maitron.

15. Pour l'ensemble de l'activité de l'AIT en Argentine et de la Section française, voir notre travail, *La Primera Internacional y los Orígenes del Movimiento Obrero en Argentina. 1859-1879*, Paris, CEHSAL, 1980.

El Perseguido fit paraître, dans son premier numéro, en 1890, un manifeste trilingue, en espagnol, italien et français.

Les socialistes français en Argentine participèrent activement au processus de constitution du parti socialiste argentin entre 1890 et 1896. En 1891, ils s'organisèrent dans le groupe « Les Égaux » qui publia le journal *L'Égalité*. Parmi d'autres, les militants les plus connus furent : Georges Ballet, Adan Dombrowsky, Henri Thull, Achille Cambier, Hyppolite Curet, Carlos Mauli — italo-autrichien d'origine, mais marié à une Française — N. Fourquet, N. Lemonnier, Leorillu, Saupiche et Vatar. En 1894, Achille Cambier qui, par la suite représentera l'Argentine dans la Deuxième Internationale, publia le journal *L'Avenir Social*. Émile Dumas, qui sera après militant socialiste en France et député du Cher, milita aussi à Buenos Aires dans les années 1890-1895.

Les Français eurent aussi dans l'anarchisme de ces années-là un rôle important. En deux séries — avec treize numéros entre le 23 janvier et le 17 avril 1893 et vingt-six numéros entre le 18 mars et le 9 septembre 1894 — parut *La Liberté*. Les journaux étaient édités par un groupe d'anarchistes français, formé par Pierre Quiroule — pseudonyme de Joachim Alexis Falconnet, écrivain et journaliste d'intense activité jusqu'aux années trente —, Alex Sadier, collaborateur de *Les Temps Nouveaux*, Jean Raoux, dit « Le Mar-

seillais », qui avait milité à Paris parmi les cordonniers, François Denambride, devenu anarchiste en Argentine et le belge Émile Piette.

Relativement proche de ce groupe était le très bien connu anarcho-terroriste Auguste Vaillant qui, avant de rentrer en France, séjourna quelque temps en Argentine où il fit des tentatives d'organisation et de soulèvement des colons agricoles de la région du Nord-Est. Un autre journal, mais moins important que *La Liberté*, fut *Le Cyclone*, publié en 1895.

Finalement, une Française, Gabrielle de Coni, qui avait été collaboratrice de *L'indépendant* et *Le Journal*, sera l'une des principales inspiratrices du courant syndicaliste révolutionnaire, né en 1906, d'une scission du Parti Socialiste, où elle était dirigeante. Elle mourut à Buenos Aires en janvier 1907.

De nombreux Français retournèrent en France. D'autres demeurèrent en Argentine et leurs descendants devinrent argentins. Peu à peu la communauté linguistique française disparaissait du mouvement ouvrier. Ils continuèrent à se manifester lorsque quelques personnages importants de la politique française comme Jean Jaurès, Clémenceau, Anatole France ou Briand visiteront l'Argentine.

Ricardo FALCON

LES ORIGINES DU MOUVEMENT OUVRIER AU GUATEMALA (1878-1932)

Malgré l'accumulation du capital rendue possible grâce à la vente publique des biens du clergé en 1871, le processus d'industrialisation du Guatemala ne put se développer. Les rares industries créées, principalement dans le secteur textile, restèrent isolées par rapport à l'ensemble des activités économiques du pays, encore largement dominées par l'agriculture de subsistance. L'essor industriel était impossible sans la formation d'un marché national.

Issue de ce processus, la nouvelle oligarchie composée des caféiculteurs se montra, dans l'ensemble, plutôt indifférente à l'égard du développement de l'industrie. Néanmoins, à partir de 1878, on assiste à l'implantation de quelques industries artisanales qui, à la fin du XIXe siècle, se transformèrent en manufactures. Tel est le cas des ateliers de tissage, des cordonneries, ainsi que de certaines scieries et de plusieurs brasseries.

Cette caractéristique s'affirma au début du XXe siècle, grâce à un afflux de capitaux privés appartenant pour la plupart à des ressortissants allemands, espagnols, chinois, turcs et nord-américains. Il semble que de tels investissements, de même que la création de l'enclave bananière, aient été facilités par la crise des cours mondiaux du café entre 1897 et 1918.

On observe donc, en dépit de ses limitations structurelles au Guatemala, l'amorce d'une activité industrielle urbaine propice à la formation de noyaux d'ouvriers.

D'autre part, la construction des chemins de fer et des ports maritimes sur les côtes atlantique et pacifique, de même que la consolidation de l'enclave bananière et l'expansion de la production sucrière, provoquèrent à leur tour l'apparition d'autres noyaux ouvriers.

Ce prolétariat à l'état embryonnaire se trouvait donc composé d'individus de souche paysanne récente : les uns avaient migré — pour la plupart vers la capitale — en quête de la promotion sociale préconisée par la « Réforme Libérale » ; les autres avaient subi les conséquences des changements occasionnés par la construction de l'infrastructure et l'introduction de nouvelles formes de production dans l'agri-

culture. Dans une certaine mesure, les premiers ouvriers trouvèrent également leur origine parmi les artisans.

A ce qu'il semble, la grande majorité des artisans approuva dans un premier temps le programme libéral, au nom du progrès et du changement. Cependant, les conditions sociales, économiques et politiques (notamment celles prévalant sous la dictature d'Estrada Cabrera, entre 1898 et 1920), aggravées par les calamités naturelles ainsi que par la récession économique (due à la chute des cours du café) entraînèrent une radicalisation des idées politiques des artisans. De même, elles favorisèrent l'accroissement des organisations ouvrières à partir de 1918.

Les objectifs des organisations mutualistes qui donnèrent naissance au mouvement ouvrier guatémaltèque portaient sur des améliorations de salaire et de travail que l'indifférence manifestée par le patronat et l'État vis-à-vis des conditions de vie des travailleurs rendait nécessaire. Animés par la recherche de prébendes et de résultats immédiats, les ouvriers cédèrent à l'individualisme, ce qui facilita l'imposition d'un contrôle sur les mutualités de la part du gouvernement et l'exercice d'une oppression extra-économique sous la dictature d'Estrada Cabrera.

L'oppression extra-économique atteignit des proportions telles que bon nombre d'artisans — recrutés parmi les tailleurs, les charpentiers et les menuisiers — furent contraints au travail forcé dans les casernes et les dépendances de l'État. Des abus de cette sorte concoururent au renforcement de la conscience des travailleurs dont la première expression à travers une expérience de lutte fut l'insurrection Unioniste de 1920, qui mit fin à la dictature d'Estrada Cabrera.

Les déplorables conditions sociales, économiques et politiques auxquelles se trouvaient confrontés les artisans vouaient ces derniers à représenter l'avant-garde de la contestation des travailleurs urbains. Cela s'explique d'autant mieux que le monopole détenu par les compagnies nord-américaines sur la production bananière et le trafic ferroviaire et portuaire tendait à rejeter dans l'isolement les



travailleurs affectés à ces secteurs. En effet, en dépit de piètres conditions de travail, les ouvriers agricoles des bananeraies, les cheminots et les débardeurs circonscrivirent leurs luttes aux seuls sites de la *United Fruit Company* et de la *International Railway of Central America*, ne consentant que tardivement à mener des actions conjointes avec le reste du mouvement ouvrier.

Entre 1920 et 1921, le Guatemala connut une agitation sociale continue qui persista jusqu'à la fin de la décennie à un rythme plus ou moins intense. Le mutualisme, né en 1892 avec la fondation de *El Porvenir de los Obreros*, fit place au combat pour la liberté d'organisation, la constitution des premiers syndicats et l'obtention d'une représentation ouvrière au sein du Congrès. La presse institutionnelle de l'époque témoigne d'une reconnaissance relative du rôle que jouaient les travailleurs dans la société, ignoré jusqu'aux événements de 1920. De même, les premières grèves ouvrières font apparaître la magnitude des confrontations de classe.

Du point de vue du pouvoir, après que le gouvernement d'Estrada Cabrera fût parvenu à maintenir les ouvriers dans l'apolitisme au moyen de la répression, une nouvelle tactique fut employée, consistant à créer les conditions propres à attirer les centrales ouvrières dans le jeu politique du gouvernement.

Ceci fut la raison d'être de la *Confederacion Obrera de Centro América* — COCA —, fondée en 1921. C'est également dans cette intention que les gouvernements qui se succédèrent au Guatemala apportaient un soutien inconditionnel à la *Federacion Obrera de Guatemala para la legalizacion del Trabajo*. Dans le même temps, l'État s'obstinait à vouer à l'échec toute tentative visant à instaurer une législation du travail, afin de minimiser l'impact des premières revendications émanant des structures — légales ou non — dont s'étaient dotés les ouvriers. Le recours à l'armée pour réprimer de nombreuses grèves dénote non seulement l'absence — préméditée — de mécanismes de médiation entre le capital et le travail, mais aussi l'importance que revêtaient les conflits sociaux entre 1920 et 1932.

L'adoption de la grève comme moyen de lutte favorisa la progression d'idéologies nettement opposées au mutualisme et affermit les positions de classe par rapport au patronat. Cela ne veut pas dire que le mutualisme tomba brusque-

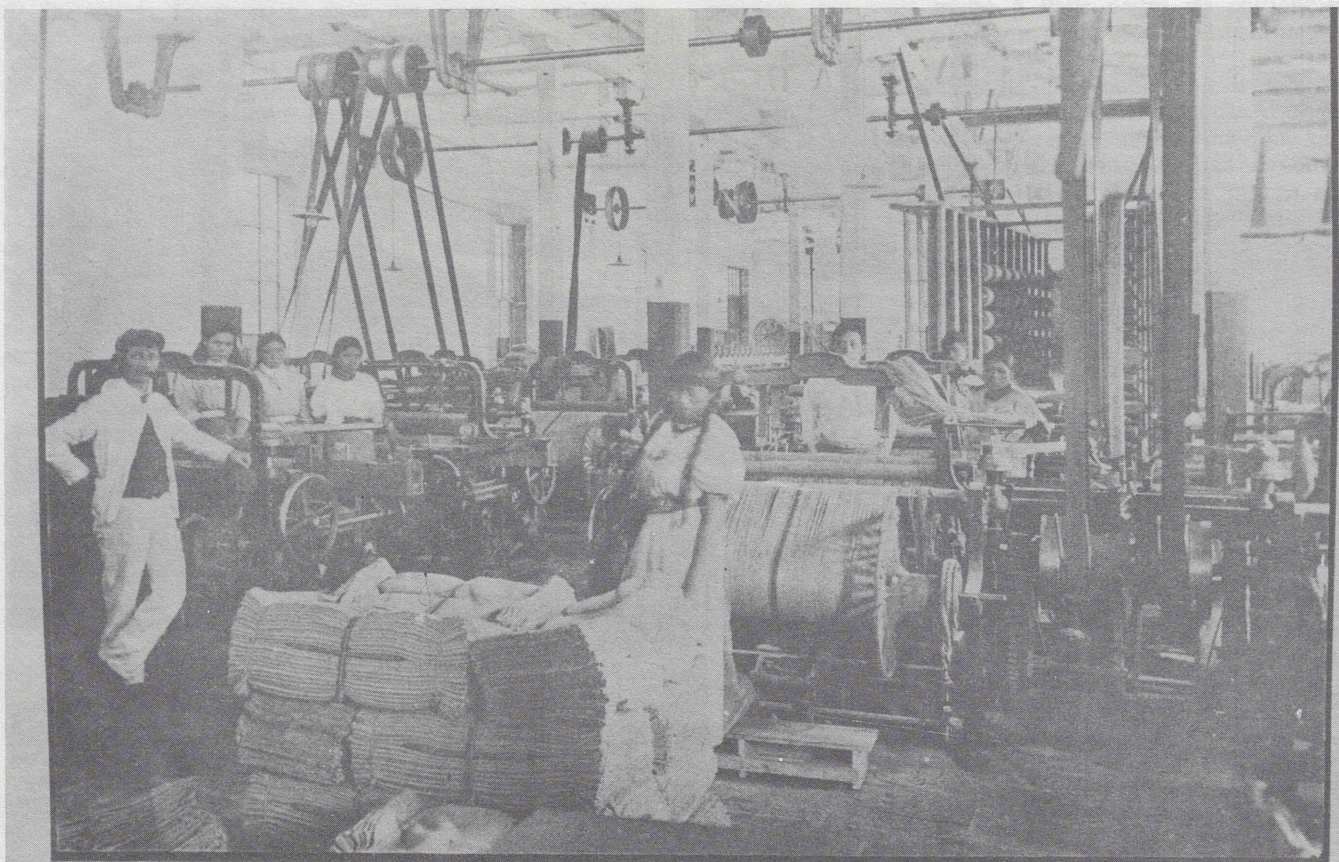
ment en désuétude, mais que de nouvelles formes de lutte apparurent, consécutives au passage de l'artisanat à la manufacture, ainsi qu'au développement des services publics et de l'agriculture capitaliste.

Cette progression qualitative fit naître les premières différences entre les groupes d'ouvriers organisés selon qu'ils adhéraient aux idéologies travailliste, communiste, anarcho-syndicaliste ou sociale-chrétienne. En outre, elle leur inspira l'ébauche d'une réflexion sur la prise du pouvoir.

L'histoire des noyaux ouvriers guatémaltèques durant cette période d'après-guerre fut donc plus complexe qu'on ne l'a présumé jusqu'à présent. Les activités syndicales et politiques des organisations ouvrières eurent leur importance dans le contexte socio-économique guatémaltèque du début du siècle. Dans le cas contraire, l'acharnement avec lequel Ubico s'employa en 1932 à anéantir le mouvement ouvrier, au point d'en extirper les moindres formes d'expression, n'aurait aucun sens historique. L'insurrection au Salvador cette même année n'est pas une fiction, mais le résultat d'un travail d'agitation et d'organisation entrepris auprès des masses laborieuses dans une situation de misère atavique, aggravée par la crise économique mondiale.

Par ailleurs, les syndicalistes et les agitateurs politiques étrangers eurent une participation considérable dans la constitution des premières centrales et des premiers partis ouvriers. Par exemple, la *Confederacion Regional Obrera Mexicana* et le *Partido Laboralista de México* tinrent le rôle de conseillers auprès de la *Federacion Obrera de Guatemala para la Legalizacion del Trabajo*, et promurent la création du *Partido Laboralista* au Guatemala en 1926. S'agissant de l'anarcho-syndicalisme, il convient de souligner l'importance du travail d'organisation accompli par Julio Diaz, de la *Federacion Obrera Regional Argentina*, qui, avec la collaboration de la *Confederacion General de Trabajadores de México*, parcourut toute l'Amérique centrale en vue de constituer les premiers comités anarcho-syndicalistes de l'isthme. Enfin, on relève la supervision, conforme à la logique de la III^{ème} Internationale, du *Partido Comunista Mexicano* dans la fondation du *Partido Comunista de Guatemala*, puis dans les activités assumées par ce dernier au sein de la *Federacion Obrera Regional de Guatemala*.

Arturo TARACENA



Uno de los salones de máquinas de la fábrica de Cantel.

NOTE

Un des problèmes auxquels se trouve confronté le chercheur qui travaille à Paris sur l'Amérique latine est le manque de sources ou la méconnaissance des endroits où l'on peut les trouver. Dans le cas du Guatemala, pour ce qui touche la période se situant entre 1890 et 1940, on relève ceci :

— dans les principales bibliothèques parisiennes (BN, BDIC, Ste Geneviève, Cujas, IHEAL, etc.), il existe des livres et des brochures de l'époque, imprimés au Guatemala ou qui lui sont relatifs ;

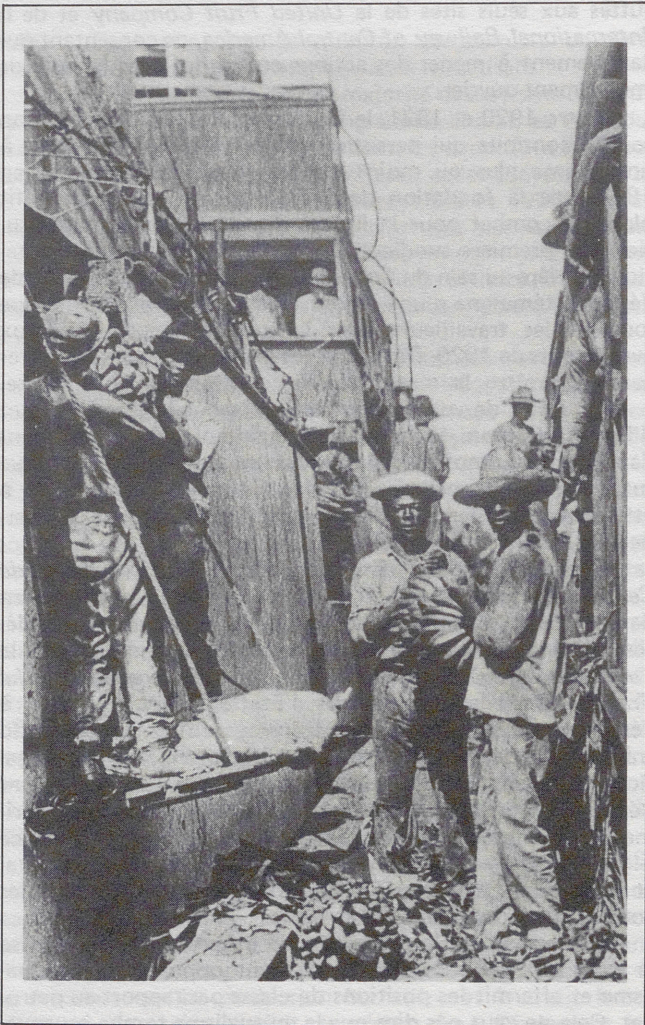
— dans une bibliothèque spécialisée, celle de la Faculté de Médecine, on trouve des collections de revues publiées par des associations latino-américaines d'universitaires, et ceci grâce aux échanges effectués durant les années 1910-1930. Tel est le cas de la revue *Studium* publiée par l'Association des Étudiants Universitaires du Guatemala entre 1925 et 1930 ;

— la BDIC compte un fonds très important constitué par des articles parus dans des journaux et des revues. En ce qui concerne le Guatemala, ceux relatifs au gouvernement et à la chute de Jacobo Arbenz (1951-1954) sont d'un intérêt tout particulier ;

— il existe, à Versailles, une annexe de la Bibliothèque Nationale — peu connue des latino-américanistes —, où l'on trouve certaines collections de journaux étrangers. Le fichier n'étant pas classé par pays, il importe de connaître les titres des journaux. Dans le cas du Guatemala, les journaux relatifs à la période traitée sont les suivants : *Diario de Centro América* (1911, 1916-21, 1930-34) ; *Diario Latino* (1921-22) ; *El Guatemalteco* (1906, 1910-14, 1918, 1922-27) ; *El Imparcial* (1924-31) ; *El Nacional* (1911) et *La Manana* (1908) ;

— dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères (quai d'Orsay), le chercheur ne doit pas seulement s'intéresser aux documents de l'état numérique des fonds de la correspondance politique et commerciale (série Amérique) et des autres rubriques, il doit également prêter attention aux dossiers contenant des imprimés (notamment les discours des présidents et les divers rapports ministériels).

Arturo TARACENA



POUVOIR MILITAIRE, ÉTAT ET DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE DU SUD

Parler de coups d'État, d'intervention militaire, de gouvernements « de fait » en Amérique du Sud, c'est faire référence au pouvoir militaire et à l'État militaire en tant que problématique théorique-politique. Il est nécessaire de comprendre l'actualité de ces phénomènes et d'approfondir leur étude. Dans ce texte, nous nous proposons d'aborder ces thèmes ainsi que celui de la démocratie et des facteurs qui la conditionnent.

Le pouvoir militaire en Amérique du Sud

La militarisation croissante de l'État et de la société

Le rôle politique que jouent les forces armées comme acteurs permanents de la vie nationale caractérisent le sous-continent de manière singulière. Les pronunciamientos, les coups d'État et les juntas militaires sont, effectivement, un trait typique de son histoire propre depuis la participation active des libérateurs (Bolivar, San Martin, etc.) au processus d'émancipation nationale au début du XIX^e siècle jusqu'aux récentes dictatures militaires instaurées ces dernières années, montrant le rôle des militaires dans la configuration de l'État national.

A partir des années 60, on assiste, en Amérique du Sud, à une multiplication sans précédent des régimes militaires. Ainsi, les forces armées font irruption au Brésil en 1964 ; pour un pays extrêmement instable comme la Bolivie, nous mentionnons seulement les dictatures de Barrientos en 1964 et de Banzer en 1971 ; en Argentine, coups d'État militaire en 1966 et 1976 ; en 1975, au Pérou, putsch qui renverse le gouvernement militaire du général Velasco Alvarado ; en 1973, putsch militaire au Chili et en Uruguay, pays qui comptaient sur une solide tradition démocratique. En 1972, coup d'État militaire en Équateur qui renverse le régime de Velasco Ibarra ; au Paraguay, le général Stroessner se trouve au pouvoir depuis 1954 ; en Colombie, s'il existe une continuité institutionnelle, la participation des militaires à la vie publique n'est pas niable.

Les faits sont évidents, la militarisation de l'État et de la société est croissante en Amérique du Sud. Cette militarisation consiste dans le fait que les forces armées, en tant que noyau central de l'appareil répressif, s'emparent de l'ensemble de l'appareil d'État en substituant aux institutions créées par la société civile une autre forme de société dans laquelle le pouvoir militaire occupe une place prépondérante.

En général, le personnel dirigeant de l'appareil d'État est remplacé par un personnel militaire. « Ainsi, les militaires ne se trouvent pas seulement dans les juntas de gouvernement, mais aussi à la tête des États ou des provinces, dans les directions des organismes autonomes ou semi-autonomes, dans l'appareil bancaire et financier du pays, dans les institutions d'enseignement, dans les entreprises nationalisées »¹, au sommet des grandes entreprises privées à capitaux nationaux ou étrangers, dans les institutions sportives et culturelles, en définitive dans tous les recoins et espaces possibles de la société.

Il ne s'agit pas maintenant de simples coups d'État ou de soulèvements de régiments, mais bien d'une nouvelle situation ouverte dans les 20 dernières années, dans laquelle l'intervention des militaires joue un rôle actif dans l'essai de « restructuration » et de mise au pas de la société conformément au modèle d'accumulation mondiale en vigueur et à l'insertion particulière occupée dans l'économie mondiale.

Crise d'hégémonie et crise de la société civile

Bien que l'étape, commencée dans les années 60, n'est pas encore virtuellement terminée, on voit clairement l'échec des régimes militaires dans leur essai de restructuration et de mise au pas de la société, parce que l'on observe les premiers symptômes de recomposition de la société civile pour essayer de retrouver une alternative au modèle militaire. C'est ce que démontrent les élections au Brésil, en Bolivie, au Pérou et en Équateur et celles qui sont promises en Argentine pour le mois d'octobre de cette année.

Les bouleversements dans le système de domination traditionnelle provoquent ou intensifient une profonde *crise d'hégémonie*. Cette crise varie en degré et en intensité selon les périodes et les pays. La classe principale de la majeure partie de ces pays a été incapable, au cours des vingt dernières années d'articuler — de manière stable et légitime — un ordre politique qui mette en avant un projet cohérent de *démocratie* et de *progrès* dans ces nations. En d'autres termes, il s'agit de l'incapacité de la fraction dominante de la classe supérieure d'imposer son hégémonie, sa direction à la société dans son ensemble pour l'orienter vers sa propre perspective. Il semblerait que dans ces sociétés conflictuelles, le développement capitaliste entre en contradiction avec le fonctionnement d'un régime démocratique de gouvernement, ce qui donne une signification à l'instauration des dictatures militaires.

Cela ne veut pas dire que la classe dominante base son pouvoir exclusivement sur l'usage de la répression, mais que celle-ci devient la forme principale de domination. Ce qui signifie que l'ensemble des appareils idéologiques continuent à remplir leur rôle, mais limité et affecté par l'ampleur de la crise qui les rend incapables de susciter le consensus social nécessaire pour *l'exercice stable du pouvoir*, introduisant, en conséquence, une profonde crise au niveau de la société civile. Celle-ci n'est pas parvenue, encore, à trouver en son sein une alternative — stable et rénovatrice — au modèle militaire ou à n'importe quel autre modèle autoritaire présenté par la classe dominante. En dépit de cette situation, la société civile n'a pu être entièrement désagrégée, ce qui lui a permis de rénover ses forces et de recréer les mécanismes et institutions qui fonctionnent en son sein. C'est ce qui nous permet de dire aujourd'hui que, devant l'échec des régimes militaires, un nouvel horizon s'ouvre dans l'univers, encore incertain, des nations sud-américaines. Par ailleurs, l'instabilité politique permanente de la majeure partie des pays du cône sud trouve ses racines dans des *causes structurelles*. D'un côté, par le caractère de sociétés dépendantes qu'ont les nations sud-américaines, et, de l'autre, par la faiblesse politique et économique caractéristique de la classe dominante dans ces pays. Les deux causes sont étroitement liées.

L'État dans les pays dépendants du cône sud

Notions conceptuelles

La littérature sur l'État est abondante et variée. On a assisté, principalement à partir des années 60, à un renou-

1. Nelson MINELLO — La militarización del Estado en América Latina, un análisis del Uruguay — Centre de Estudios Sociológicos, El Colegio de Mexico, 1976.

vement du débat théorique sur ce thème et il continue présentement de façon très féconde.

Qu'est-ce que l'État ? Comment peut-on le définir conceptuellement ? Nous partageons le point de vue selon lequel l'État moderne est l'expression d'une relation sociale², c'est-à-dire comme une forme particulière des relations sociales capitalistes. On peut donc le définir comme une *forme spécifique des relations sociales d'exploitation et de domination du mode de production capitaliste*.

Mais, pour compléter cette notion, il faut souligner trois caractéristiques fondamentales qui sont toujours présentes dans l'État. La première, son caractère d'*organisateur* de la domination de classes. La seconde, le pouvoir de l'État se matérialise dans les *appareils* de l'État. La troisième, se rapporte à la définition que donne Pasukanis. L'État revêt toujours la forme d'un « *appareil public impersonnel* » qui apparaît, par suite, « au-dessus » de la société.

D'après cette conception, l'État apparaît comme le protecteur des *intérêts généraux du capitalisme*, protégeant le mode de production dans son ensemble, contre et au-dessus des intérêts conflictuels des capitalistes individuels. C'est pour cela que l'État, en tant que « pouvoir public impersonnel » se doit de jouir d'une relative autonomie par rapport aux classes dominantes et à la société en général, pour renforcer son apparence de neutralité.

La distinction entre État et régime politique

Il faut effectuer la distinction entre ce qu'est l'État sur le plan conceptuel et ce que sont ses formes d'existence : le régime politique³.

L'État — organisateur de la domination de classe — apparaît dans la réalité historique sous la forme d'un régime politique. C'est-à-dire que le régime politique est « la forme d'apparition » de l'État à l'intérieur de la lutte des classes. C'est, en d'autres termes, la « forme concrète de manifestation » de l'État dans la réalité historique. Maintenant, indubitablement, État et régime politique ne sont pas deux termes indépendants l'un de l'autre, ils constituent les deux faces d'une même monnaie.

La distinction est fondamentale parce qu'elle permet de voir clairement le problème de la *nature* de l'État (capitaliste) et le problème du *caractère* de l'État (régime politique). Par conséquent, cette position permet d'éviter de nombreuses confusions et ambiguïtés sur l'État, comme celle, par exemple, de penser que la nature de l'État a changé parce que le régime politique a changé.

L'État comme refuge permanent de la classe dominante

Une des caractéristiques de l'État dans les pays de la « périphérie » est qu'il intervient massivement dans la vie publique⁴, de façon beaucoup plus prononcée, en règle générale, que dans les pays du « centre ». Cette intervention s'accroît à cause de la place spécifique qu'occupent ces pays dans l'économie mondiale et, par conséquent, les implications de l'accumulation mondiale du capital dans chaque économie nationale, ce qui conduit à modifier les caractéristiques de ces économies.

Mais ceci est également en relation avec la genèse de l'État dans les pays périphériques et avec la *spécificité* de leur développement. Ce qui confère à ces États leur nature⁵ capitaliste, depuis la moitié du siècle dernier, ce n'est pas leur propre développement intérieur, mais leur *insertion* dans le marché mondial.

La classe dominante dans les pays sud-américains n'a pas conquis le pouvoir dans une lutte nationale contre la monarchie absolue. En Amérique, à notre avis, le mode de production féodal n'a pas existé. Les guerres pour l'indépendance s'inscrivaient dans une lutte contre un pouvoir colonial exercé par une puissance étrangère. Il ne s'agit donc pas d'une lutte entre classes sociales d'un même pays qui représentaient des modes de production différents, mais de la lutte d'un pays pour sa libération nationale.



De cette manière, il va se structurer, à partir du siècle dernier, dans les pays sud-américains, une « économie primaire exportatrice ». Cette insertion dans le marché mondial, comme exportateurs de matières premières, permettra de former — à l'intérieur de chaque nation et de ce type d'économie — une *oligarchie locale* liée à l'exploitation, la commercialisation et l'exportation de produits primaires. Or, cette classe sociale dominante se développe depuis ses origines en étroite dépendance, à cause de sa propre faiblesse, avec l'intervention étatique. C'est ainsi depuis la formation des premiers latifundios (au travers de la répartition des terres publiques ou conquises aux Indiens) comme de la distribution des bénéfices de n'importe quelle autre richesse naturelle, jusqu'à parvenir aux coups d'État actuels, prétendument réorganiseurs de l'économie et de la société.

D'un côté, cette faiblesse économique (manque de ressources financières, retard technologique, etc.) a pour conséquence d'augmenter la relation de dépendance avec le capital étranger, et elle requiert une plus grande intervention de l'État au niveau de la production (augmentation du nombre d'entreprises publiques ou mixtes, etc) et au niveau de la

2. Evgeny B. PASUKANIS — La théorie générale du droit et le marxisme — Paris, EDI, 1976 et Joachim HIRSCH — Éléments pour une théorie matérialiste de l'État, in L'État contemporain et le marxisme — Paris, Maspero, 1975.

3. Nous suivons sur ce point Pierre SALAMA : État et capital. L'État comme abstraction réelle, in *Critique de l'économie politique*, n° 7-8.

4. C'est la position que soutiennent Gilberto MATHIAS (Estado y crisis capitalista en América Latina) et Pierre SALAMA (Imperialismo y la articulación de los estados-nación en América Latina) in *Critica de economía política*, n° 1 et 2, 1976-77.

5. Pierre SALAMA : Imperialismo ... op. cit., pp. 99 et suiv.

circulation monétaire (au travers du crédit public ou de la subvention à certains investissements, ect).

Par ailleurs, sous un autre angle de vue, cette faiblesse économique ôte une marge de manœuvre politique et rend difficile l'organisation d'un consensus social. C'est ainsi que les diverses interventions militaires vont remplir un *vide* laissé par la faible hégémonie de la classe dominante en agissant dans la réalité nationale comme une force politique. Dans cette évolution, elles arrivent à agir comme corps constitué et, donc, en tant qu'institution ; elles décident et prennent la responsabilité de l'intervention politique.

La spécificité de l'État militaire

Si nous distinguons bien État et régime politique, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître certaines spécificités que présente l'État capitaliste dans son évolution au cours des diverses périodes historiques. Le régime politique est en effet la *face visible* de l'État, mais il n'en est pas moins certain que ce même État revêt des traits différents, des modalités diverses, dans des périodes distinctes, sans que cela signifie une modification de la nature ou des fonctions de l'État capitaliste. Il n'y a pas de relation mécanique entre État et régime politique.

Par conséquent, l'État militaire ou *militarisé* manifeste à la fois une forme concrète de régime politique et une forme spécifique d'État capitaliste.

Ce qui caractérise l'État militaire est, premièrement, son contenu autoritaire. Ce type d'État transforme l'organisation du système social existant pour en structurer un autre en fonction de lui-même. Il apparaît ainsi comme un appareil politico-administrativo-répressif, servi par des fonctionnaires qui s'identifient à ce rôle, séparé de la société civile, sur laquelle il essaie d'exercer une tutelle plus complète.

En second lieu, le putsch réalisé, c'est l'appareil répressif de l'État qui se charge de « tout », de l'ensemble des institutions de l'État, se convertissant en appareil dominant.

Enfin, quoique les partis politiques continuent de subsister sous un gouvernement militaire et ne perdent pas leur caractère d'organiseurs politiques fondamentaux, il apparaît maintenant cette forme spécifique d'État qui le convertit en organisateur suprême du pouvoir de la classe dominante⁶.

L'État militaire apparaît donc, avec sa spécificité, dans la *totalité* de la société, au travers d'un régime politique : le régime militaire. Ce régime militaire définit le profil politique qui acquiert dans la réalité historique l'organisation de la domination politique de classes (État).

Le régime politique ne conserve pas toujours un même profil, celui-ci ne cesse d'évoluer. Sans doute, il existe des traits particuliers qui permettent de caractériser et de différencier un régime politique d'un autre. Par exemple, dans la même spécificité d'État militaire, on peut rencontrer différents régimes. C'est le cas des expériences militaires réformistes⁷ comme celle du général Velasco Alvarado au Pérou (1968) ou du général Torres en Bolivie (1969). La forme d'accès au pouvoir, le paternalisme, les transformations « d'en haut », la démobilisation des masses, etc., caractérisent le style de ce type de réformisme militaire qui ne perd pas pour cela totalement son contenu autoritaire.

L'issue démocratique. Ses conditions

L'aube que l'on commence à voir poindre dans le continent sud-américain (élections dans quelques pays) repose le problème de l'issue démocratique, intégrale et sans restriction, pour tous ceux qui vivent encore sous des gouvernements militaires ou ceux qui jouissent d'une démocratie restreinte.

Devant cette nouvelle situation l'interrogation surgit de la propre histoire politique de ces pays. Développement capitaliste et démocratie sont-ils compatibles en Amérique du Sud ? Il semblerait, devant tant d'années d'instabilité et de crises politiques, que ce qui a prédominé a été le retard, le sous-développement et la dépendance, combinés avec les diverses formes d'intervention militaire. Sera-t-il possible, alors, d'entrer de nouveau dans une *phase civile* dans ce cycle indéfini de gouvernements civils et de gouvernements militaires qu'a connu le sous-continent depuis 1945 ?

6. Nicos POULANTZAS — Les crises des dictatures (Portugal, Grèce, Espagne) — Paris, Maspéro, 1975.

7. Voir Alain ROUQUIE — L'État militaire en Amérique latine — Paris, Le Seuil, 1982 (chap. 10).



L'échec des régimes militaires instaurés dans les années 60-70 réaffirme d'une part le caractère *transitoire* de cette forme de régulation sociale et, d'autre part, que le droit et la démocratie continuent d'être l'alternative à la force et à l'autoritarisme. L'échec systématique de ces régimes les empêche d'avancer une autre forme de légitimation qui ne soit celles, bien connues, du « vide du pouvoir », du « chaos social et économique » et du « danger de la subversion terroriste » qui n'arrivèrent jamais à justifier totalement, et seulement auprès d'un secteur social déterminé, un pronunciamiento militaire.

Le passage du pouvoir militaire au pouvoir civil prendra des chemins différents selon les pays. En respectant les particularités nationales on doit trouver les conditions communes à l'installation d'une démocratie entière et rénovatrice, et par suite, à une véritable transmission du pouvoir dans le cône sud.

La première condition pour le fonctionnement d'un régime démocratique authentique sera la *démilitarisation* absolue de l'État et de la société. En Amérique du Sud, démocratie et démilitarisation doivent aller de pair si on désire un régime démocratique durable. En conséquence, l'unique chemin valable à emprunter sera l'instauration d'une ère civile qui mettrait fin définitivement au cycle militaire, dépolitisant les forces armées et démilitarisant l'État et la société, dans lesquels les militaires retrouveraient leur rôle professionnel, subordonné au pouvoir civil et à la constitution.

La seconde condition concerne la « viabilité économique de la démocratie ». Les régimes démocratiques ne seront pas viables s'ils se contentent seulement du fonctionnement des institutions républicaines (élections, parlement, partis) et ne mettent pas en marche un *programme de transformations* qui, en affaiblissant les secteurs les plus puissants de l'économie, rendrait cohérente la démocratie en octroyant à celle-ci une base solide d'appui comme garantie de stabilité.

Selon cette conception la démocratie ne s'arrête pas

au rétablissement d'un gouvernement constitutionnel, elle exprime aussi un mode de vie et de relation sociale entre les individus et les peuples. Par conséquent, l'exercice de la démocratie dépasse la participation des partis politiques et le parlement pour se manifester sous des formes diverses et multiples, comme l'a démontré le peuple sud-américain qui a réussi à accumuler une solide expérience dans ce sens pendant tant d'années de lutte et de résistance. Ainsi, on doit comprendre également la démocratie comme un phénomène politique de masse, en action, comme l'expérience vécue de larges secteurs de la population d'un pays.

Si les choses ne se passent pas ainsi la démocratie ne sortira jamais de la *fragilité* sur laquelle elle est appuyée. Une démocratie sans progrès est impensable dans des sociétés conflictuelles comme celles du cône sud.

La troisième condition est celle d'une *démocratie participative* : il ne sera pas possible de transformer la démocratie sans la participation populaire aux prises de décisions et au contrôle de celles-ci.

La réimplantation du pouvoir civil en Amérique du Sud exigera aussi le remplacement du système politique militarisé, moyennant la création d'un autre qui soit capable d'articuler la relation entre l'État et la société selon une équation différente. Ce système sera valable et constituera la base institutionnelle d'un nouveau modèle de société s'il se trouve légitimé par l'accord et la participation populaire à la gestion de l'État et de la société.

L'alternative au modèle militaire devra se trouver alors, à l'intérieur de la société civile et, donc, hors du cadre de l'État militaire ou d'une autre forme de gouvernement autoritaire et permettra de résoudre l'instabilité et la crise politique permanente des nations sud-américaines, constituant, en même temps, une nouvelle « direction morale et intellectuelle » pour ces sociétés.

Hugo QUIROGA
(traduction G. Dreyfus-Armand)



CHILI : DE LA « RÉPUBLIQUE SOCIALISTE » AU PARTI SOCIALISTE

La « République socialiste » de juin 1932 est un important paradoxe historique, visible jusque sur le plan graphique dans la première ligne de cet article par l'utilisation fréquente des guillemets pour son évocation. Les journées de juin sont un épisode de la chaîne des brusques changements politiques qui vont de la chute d'Ibañez en juillet 1931 à l'élection d'Alessandri en novembre 1932. Il s'intègre « naturellement » à cette série de modifications au sommet du pouvoir d'État et il fut perçu ainsi, à son époque, par ses acteurs. En accentuant ses traits, il peut être considéré comme un putsch militaire de plus, à partir du simple fait que son ascension comme sa chute sont le résultat immédiat de mouvements des forces armées. En ce sens, le terme de « République socialiste » ne peut être remplacé par celui de « Révolution socialiste ». L'intervention des masses, des organisations ouvrières, paysannes et populaires, est secondaire pendant tout son déroulement.

Le paradoxe consiste dans le fait que cet épisode peut être considéré, à son tour, comme le point de départ de l'histoire politique chilienne des 40 années postérieures, jusqu'au putsch contre-révolutionnaire du 11 septembre 1973, car cette histoire a dans le Partido Socialista un de ses protagonistes fondamentaux. C'est la formation postérieure du Partido Socialista en 1933, précédée de la campagne présidentielle de Grove contre Alessandri en 1932, qui permet de considérer la République Socialiste comme quelque chose de bien différent d'un soulèvement militaire, même si elle a une inspiration de gauche.

Le Parti Socialiste n'est pas une simple création de la « République » qui l'a précédé, bien que convergent dans le nouveau parti quelques-uns des groupes qui préparèrent les 12 journées de juin. Ce parti peut être présenté comme un phénomène politique nouveau au Chili grâce, précisément, au fait que l'épisode « socialiste » de 1932 met en contact ces groupes-là avec le pouvoir, au nom des intérêts populaires. De la fusion entre groupes idéologiques et militaires qui revendiquent la représentation de masses désorganisées et dispersées, on passe à la constitution d'un parti politique. La gauche inaugure une nouvelle forme d'action politique.

En comparaison avec les autres partis de gauche, tant le Partido Obrero Socialista jusqu'en 1932 que le Partido Comunista, dont il existait deux fractions en 1932, le Partido Socialista présente trois caractéristiques distinctes qui peuvent être étudiées à travers l'expérience de la République Socialiste.

En premier lieu, c'est un parti pour lequel la question de la conquête du pouvoir politique se pose sous une forme « immédiate ». Cela vient du simple fait qu'une partie de sa direction vient d'effectuer une expérience concrète, quoiqu'éphémère, du pouvoir. Dans certains cas, comme celui de Grove, on peut faire remonter sa participation à la chute du premier gouvernement d'Alessandri, en 1924. Pour la direction socialiste, le pouvoir politique était loin d'être une abstraction. Il n'était pas non plus conçu selon les termes marxistes classiques, où sa conquête est le résultat d'une lente maturation des conditions sociales et du développement politique du mouvement ouvrier. Cette expérience impliquait une pratique différente de celles du vieux P.O.S. et du Partido Comunista. La fraction chilienne rattachée à la direction stalinienne de la III^{ème} Internationale, dirigée par Lafferte, peut aussi se lancer dans des aventures insurrectionnelles, parce que l'on se trouve en pleine « troisième période ». C'est ainsi que cette direction se laisse entraîner, à la fin de 1931, dans une sorte de soulèvement à Copiapo et Vallenar, qui fut davantage une provocation policière qu'une action entreprise par les militants communistes. Cette farce

se termina par un massacre. Le résultat de la République Socialiste, qui, à sa façon aussi, peut être qualifiée d'aventure, ne provient pas tant d'une meilleure stratégie politique que des lieux sociaux et politiques différents qu'occupaient les communistes et les « socialistes ».

En second lieu, il y a la question du nationalisme. D'une certaine façon, le P.S. se réclame du marxisme, pas comme cadre d'action politique mais comme « méthode d'interprétation de la réalité rectifiée par tous les apports du devenir social constant ». Il se proclame comme anti-capitaliste, mais le nationalisme est l'un de ses drapeaux, « il pose le problème d'une seconde lutte d'indépendance nationale pour obtenir le rachat des richesses naturelles et des moyens de production qui sont aux mains des monopoles internationaux ». De la même façon, il est pour un certain étatisme. Le nouveau parti « repousse les internationales, tant la II^{ème} social-démocrate que la III^{ème} communiste soviétique, les estimant loin de l'analyse réaliste des problèmes latino-américains »¹. Cette perspective nationaliste l'oppose à toute la tradition et la pratique du Partido comunista et de son prédecesseur, le P.O.S.

Finalement, le P.S. est un parti de masses par l'adhésion populaire qu'il soulève et par le caractère pluriclassiste de son programme et de sa représentation sociale. La première contraste avec le caractère alors squelettique des deux fractions du P.C. ; enfin, c'est une rupture profonde avec le fil conducteur qui va de Recabarren à la formation postérieure du P.C.

Ces caractéristiques se cristallisèrent à la chaleur même des événements — République Socialiste en juin 1932, campagne présidentielle de Grove en octobre, fondation du P.S. en avril 1933. Il n'y eut pas le temps pour que les groupes dispersés antérieurement à juin forment un grand parti national moins d'un an après, à partir d'un large débat politique. Le P.S. a été marqué depuis le début par la coexistence de positions et de traditions différentes. Son caractère national n'excluait pas la présence de marxistes orthodoxes et la coexistence était possible dans le processus de formation du parti. La République Socialiste fut son point de référence.

Le mouvement ouvrier affronte la chute d'Ibañez dans une situation de dispersion politique, avec un mouvement syndical faible divisé et avec un P.C. fractionné et squelettique. La crise économique commencée à la fin de 1929, particulièrement aiguë au Chili, fit s'effondrer le gouvernement fort d'Ibañez comme un château de cartes, tant il était soutenu par l'apport de capitaux étrangers, l'extension du rôle de l'État et la situation de relative prospérité économique. La situation politique chilienne en 1931 est complètement différente de celle de 1920, quand Alessandri interrompt la succession de gouvernements de l'oligarchie traditionnelle, tant l'État est placé au centre de la vie économique du pays et l'ensemble des partis politiques est en crise. Quant au mouvement ouvrier, en 1931, il existait environ 250 syndicats légaux qui regroupaient plus de 50 000 adhérents. La Federación Obrera de Chile (FOCH), qui avait été démantelée par la dictature d'Ibañez, se restructure, et dirige la syndicalisation de résistance, politisant totalement ses cadres avec une orientation fermement communiste. Par ailleurs, des anciens rangs de la I.W.W. naît, à la fin de 1931, la Confederación General de Trabajadores (C.G.T.), d'orientation anarchiste, qui regroupe quelques milliers d'adhérents². La

1. Julio César Jobet, *El Partido Socialista de Chile*, Santiago, 1971, Tome 1, pp. 115-120.

2. Julio César Jobet, *Ensayo crítico del desarrollo económico-social de Chile*, Santiago, 1955, p. 181.

Las Fuerzas Aeronáuticas en Subversión

El Gobierno alejó de su cargo al Coronel don Marmaduke Grove y nombró Jefe de ese servicio al Comandante señor Vergara. — Éste fué arrestado anoche en El Bosque en los momentos en que asumía sus funciones. — Los rebeldes tratan de obtener la adhesión de cuerpos del Ejército. — Grove y Merino Benítez están en la Escuela

MEDIDAS QUE ADOPTÓ ESTA MADRUGADA EL GOBIERNO

Desde hace días se preparaba la noticia de que se venían desarrollando algunas actividades destinadas a subvertir el orden público, lo que dió margen para que las autoridades establecieran una severa vigilancia sobre las personas que aparecían sindicadas como dirigiendo tales maniobras.

Los datos que obraban en poder de la autoridad indicaban como principales actores a algunos elementos civiles y de la Fuerza Aérea Nacional. Durante la tarde de ayer se celebraron algunas prolongadas reuniones en la Intendencia de Santiago y en el Ministerio de Defensa Nacional.

A la que hubo en este último departamento y que se prolongó hasta más o menos las 9 P. M., concurren el Ministro señor Urrutia Manzano, los generales señores Vergara y Sierra, y el Subsecretario de Aviación comandante don Ramón Vergara Montero.

Después de esa reunión fueron informados que se había un decreto por el cual

se ponía a las órdenes del Ministerio de Defensa al coronel don Marmaduke Grove, y otro nombrando jefe de la Fuerza Aérea Nacional al teniente coronel don Ramón Vergara. Otro decreto expedido por el mismo Ministerio separaba de las filas al comandante don Adirio Jesen.

LO QUE HABIA OCURRIDO
No nos fué difícil precisar poco después aunque en forma extrajudicial el origen de las medidas que había adoptado el Gobierno. En efecto se nos manifestó que éste, en cumplimiento de ciertas actividades desarrolladas por el coronel Grove había resuelto alejarlo del cargo que desempeñaba.

Adoptada esa determinación se llamó para que asumiera el cargo de jefe de la

Fuerza Aérea al Comandante don Adirio Jesen, jefe que al ser notificado de tal acuerdo

SE DECLARA EL ESTADO DE SITIO

En la madrugada de hoy, el Gobierno ha resuelto que se deje sin efecto el decreto que suspendió el estado de sitio, dispuesto por ley de la República en el mes de abril último, por el plazo de 60 días.

En consecuencia, quedan nuevamente suspendidas las libertades públicas.

del Gobierno, se habría excusado.

Ante la respuesta el Ministro de Defensa Nacional resolvió separar de las filas.

En tal circunstancia se nombró al comandante don Ramón Vergara

EN EL CANTON DE "EL BOSQUE"

Hecho ese nombramiento se tuvo noticia, aunque no confirmada, de que las tropas de "El Bosque" se habían levantado en armas, manifestando que no aceptaban el nombramiento de su misión resolvió ir a hacerse cargo inmediatamente de su puesto, en efecto, más o menos a las 10 de

la noche se encaminó a "El Bosque".

NO REGRESA
En los círculos de Gobierno se esperaba que el comandante Vergara regresaría a más tardar a las 11 de la noche, a dar cuenta del resultado de su visita a "El Bosque", pero las horas fueron transcurriendo y no se tuvo la menor noticia de él.

Se llamó telefónicamente a la Escuela de Aeronáutica, pero de allí nadie respondió.

Por otra parte, informes particulares hacían saber que el comandante Vergara estaba detenido, y que tanto la Escuela como la Escuadrilla de Bombardeo se encontraban en pie de guerra.

REUNIÓN EN LA PRESIDENCIA

Tal estado de cosas motivó una reunión en la Presidencia del Excmo. señor Montt con algunos de sus Secretarios de Estado, con el jefe de la Guarnición general don Carlos Vergara, y otros altos jefes del Ejército. En dicha

LA COLONIZACION DEL FONDO EL SAUCE

QUEDO RESUELTA AYER EN CONSEJO

de la Caja de Colonización. Ella se hará en forma colectiva por la familia que serán subvencionadas.

Homenaje al dentista don

Pedro Labarca Hubertson

tributo la Sociedad Odontológica de Chile, designándolo también honorario. Detalles del acto.

reconstitution de la FOCH se fait selon la ligne de la « troisième période », comme « syndicat rouge » et celle-ci est avant tout la couverture syndicale de l'activité du Parti communiste.

La crise atteint les forces armées elles-mêmes. En août 1931, se produit l'insurrection de la marine, un soulèvement de sous-officiers qui parvient à contrôler la flotte à Valparaíso. Il commence avec des revendications économiques et passe rapidement à des revendications politiques. Le gouvernement négocie dans un premier temps avec les rebelles et finit par réprimer le mouvement. Un groupe relativement isolé de sous-officiers met en échec l'autorité de l'État et brise profondément la discipline des forces armées³.

En octobre, Montero, un politicien traditionnel de droite, est élu président avec 180 000 voix contre 100 000 à Alessandri, derrière lequel s'alignèrent une série de groupes, de tendances et de personnalités qui portaient l'étiquette « socialiste ». Les candidats communistes, le stalinien Lafferte et le trotskiste Hidalgo obtiennent respectivement 0,8 et 0,4 % des voix. L'élection de Montero coïncide pratiquement avec le début des conspirations pour le renverser et c'est dans ce jeu de conspiration que se différencie la nouvelle force socialiste, quoiqu'elle continue d'agir en bloc avec l'« ibañismo » et l'« alessandrismo ».

Ces trois forces interviennent en effet dans les préparatifs putschistes. Le courant socialiste est représenté par la N.A.P., Nueva Acción Política, dirigée par Eugenio Matte Hurtado. Grove, qui est, comme officier de l'aviation, réincorporé dans ses fonctions officielles, demeure en marge, dans une attitude loyale au président. En réalité, il va s'associer au putsch quelques jours à peine avant son éclatement⁴. Le principal personnage de la République Socialiste ne participe pratiquement pas à sa gestation et à l'élaboration de son programme.

Les tractations politiques entre les divers secteurs de la conspiration présentent un phénomène nouveau, celui de l'apparition de dirigeants ouvriers qui discutent les détails de la chute de Montero et les plans du gouvernement à installer. Une des conspirations, au début de l'année, connue folkloriquement comme la « conspiration de l'armoire », prévoyait le retour d'Ibañez à la présidence pendant 8 jours pour donner enfin le pouvoir à Dávila « qui donnerait aux ouvriers une représentation méritée dans trois ministères »⁵. Roberto Letelier, qui sera par la suite l'un des fondateurs du P.S., était l'un des « représentants ouvriers » dans ces négociations. Le plan était de faire coïncider la présence à Santiago d'Alessandri, au début de mars, avec une grande manifes-

tation ouvrière et populaire. Un des organisateurs était le dirigeant syndical cheminot Ramon Alvarez Jabalquinto, futur ministre du travail dans la République Socialiste.

En général, ces dirigeants ouvriers se regroupaient dans la N.A.P. de Eugenio Matte Hurtado. C'était le groupe qui parlait de socialisme sans étiquettes marxistes ni léninistes ni trotskistes, peut-être pour exercer la prédominance sur le socialisme théorique des anarcho-sindicalistes, intellectuels et ouvriers, qui constituait la majorité au sein du groupe qui entourait le chef, Eugenio Matte Hurtado⁶. La N.A.P. organisa un Comité révolutionnaire, sous la direction de Matte et avec la participation d'« un ouvrier d'une culture extraordinaire, malgré son métier de cordonnier, qui lui avait permis de parcourir le monde et d'être l'ami de Romain Rolland et d'autres grandes figures européennes : Augusto Pinto. Cet anarcho-sindicaliste fut une recrue intéressante pour les préparatifs de la conspiration par la grande influence et le respect dont il jouissait auprès des dirigeants syndicaux, car il était pour ceux-ci un maître authentique de l'anarcho-sindicalisme. »⁷

La filiation idéologique d'une partie importante de ces dirigeants ouvriers était l'anarcho-sindicalisme, courant qui était puissant dans la construction et les travaux publics. Mais cela rend compte d'une manière très imparfaite de leur trajectoire et de leur expérience politiques. C'est une étude qui reste à effectuer. Cet ensemble de dirigeants avait repoussé la sectarisation du Parti communiste dès le milieu de la décennie antérieure, et avait traversé l'importante expérience de la USRACH⁸ et maintenu sur pied les organisations ouvrières

3. L'intervention du P.C. dans ce mouvement continue à être jusqu'à aujourd'hui un motif de polémique. A notre avis, il n'y a aucun élément qui le prouve.

4. Carlos Charlin O., *Del avion rojo a la Republica Socialista*, Santiago, 1972, en particulier pp. 603 et 607-608. Ce livre constitue le témoignage le plus direct et le plus riche sur cette période.

5. Charlin, *op. cit.*, p. 544.

6. Charlin, *op. cit.*, p. 555.

7. Charlin, *op. cit.*, p. 573.

8. La Unión Social Republicana de Asalariados de Chile s'est constituée à la fin de 1925, en un moment de recul de la FOCH. Elle regroupait des organisations ouvrières et populaires, anarchistes, marxistes, socialistes. Elle présente un candidat « populaire », José Santos Salas, contre le candidat de l'oligarchie Emiliano Figueroa aux élections de 1926, qui obtint 80 000 voix. Elle organisa une grève générale contre le résultat électoral, pour fraude.

pendant le gouvernement d'Ibañez. Il est évident qu'ils ne participaient pas à la N.A.P. comme représentants « politiques » de l'anarcho-syndicalisme. Ils adhéraient plutôt à un courant socialiste petit-bourgeois, et leur rôle dans les conspirations est un reflet, à la fois, de la dispersion politique du mouvement ouvrier et du fait que la référence aux masses et les mécanismes pour obtenir leur appui s'étaient convertis en nécessité pour les groupes qui essayaient de renverser Montero.

Alessandri se proposa d'organiser une célébration du 1er mai où il aurait la place prééminente. Les ibañistes et les militants de la N.A.P. refusaient cette prétention et la manœuvre du vieux caudillo échoua. L'alessandrismo perdait sa capacité de contrôle des manifestations ouvrières et populaires, capacité qui avait été un de ses points forts au moment de son apparition, et l'adhésion populaire se déplaçait vers les groupes socialistes.

Le travail des ibañistes, des alessandristes et des « napistes » avait une base plus solide que le simple objectif de renverser Montero et de conquérir le pouvoir. Chacun formulait ses propres considérations programmatiques, Alessandri par la Federación de Izquierdas, l'ibañisme par l'intermédiaire du Plan économique de Dávila et la N.A.P. avec le Plan d'Acción Inmediata. Le point commun de ces diverses formulations était la dénonciation de l'oligarchie, le libéralisme et la proclamation du rôle central de l'État. Alessandri défend l'« économie socialiste d'État », Dávila soutient qu'il est nécessaire que « le gouvernement prenne en main la direction totale de l'économie nationale » et la N.A.P. propose que « le gouvernement prenne les rênes de la production et de la consommation de telle façon qu'il puisse diriger l'économie nationale ». Il existe des différences de degré entre les trois programmes sur la base de cette même orientation ; le ton et les moyens proposés deviennent plus radi-

EL MERCURIO. — SANTIAGO DE CHILE, SABADO 4 DE JUNIO DE 1932

Grove, Merino Benítez y Jessen, estaban en la Escuela de El Bosque...
PREPARANDO EL RECINTO EN LA MADRUGADA DE HOY
 A las tres de la madrugada de hoy, uno de nuestros redactores se trasladó a la Escuela de Aviación de El Bosque con el objeto de poner en contacto con algunos jefes de las Fuerzas Aéreas a fin de obtener más detalles sobre los sucesos que han ocurrido en estas instalaciones.
 Después de hacer valer nuestras credenciales de periodistas, los señores Grove y Merino Benítez nos permitieron entrar en una de las dependencias del casino en donde se encuentran varios jefes y comandantes de las Fuerzas Aéreas.
 Allí se encontraba presente el coronel don Arturo Merino Benítez, y un grupo de oficiales de la aviación.
 En un momento inoportuno, se presentó el coronel Grove, quien nos hizo saber que se encontraba en la escuela de aviación.
 El coronel Grove se negó a darnos explicaciones interesantes por lo que nos fuimos a la escuela de aviación.
 Allí se encontraba el coronel Merino Benítez, quien nos hizo saber que se encontraba en la escuela de aviación.
NINGUN PREPARADO

Las Fuerzas Aeronáuticas en Subversión

El Gobierno alejó de su cargo al Coronel don Marmaduke Grove y nombró Jefe de ese servicio al Comandante señor Vergara. — Éste fué arrestado anoche en El Bosque en los momentos en que asumía sus funciones. — Los rebeldes tratan de obtener la adhesión de cuerpos del Ejército. — Grove y Merino Benítez están en la Escuela

MEDIDAS QUE ADOPTÓ ESTA MADRUGADA EL GOBIERNO

Desde hace días se preparaba la noticia de que se venían desarrollando algunas actividades destinadas a subvertir el orden público, lo que dio margen para que las autoridades establecieran una severa vigilancia sobre las personas que aparecían vinculadas con el movimiento.

Los datos que obraban en poder de la autoridad indican como principales actores a algunos elementos civiles y de la Fuerza Aérea Nacional.

A la que hubo un serio último departamento, se le atribuyó la responsabilidad de haberse producido la explosión de la escuela de aviación.

se ponía a las órdenes del Ministerio de Defensa al coronel don Marmaduke Grove, y otro nombrado jefe de la Fuerza Aérea Nacional, al teniente coronel don Ramón Vergara.

Otro decreto expedido por el mismo Ministerio separaba de las filas al comandante don Adolfo Jessen.

Los datos que obraban en poder de la autoridad indican como principales actores a algunos elementos civiles y de la Fuerza Aérea Nacional.

Adoptada esta determinación se llamó para que asumiera el cargo de jefe de la Fuerza Aérea al Comandante don Adolfo Jessen, jefe que al ser notificado de tal acuerdo

del Gobierno, se habría escusado. Ante la respuesta el Ministerio de Defensa Nacional resolvió separar de las filas.

En tal circunstancia se nombró al comandante don Ramón Vergara.

EN EL CUANTON DE "EL BOSQUE"

Hecho ese nombramiento se dio noticia, aunque no confirmada, de que las tropas de aviación acantonadas en "El Bosque" se habían levantado en armas, constituyendo que no aceptaban a Grove como jefe de ese cuerpo.

El jefe de ese cuerpo, en consecuencia, quedó inmediatamente suspendido de sus funciones.

En la noche se encaminó a "El Bosque".

NO REGRESA A LA ESCUELA DE AVIACIÓN

Se llamó telefónicamente a la Escuela de Aviación, pero de allí nadie respondió.

Por otra parte, informó particularmente haberse que el comandante Vergara se había detenido, y que había en la Escuela como la Escuela de Aviación se encontraba en un estado de guerra.

Se llamó telefónicamente a la Escuela de Aviación, pero de allí nadie respondió.

Por otra parte, informó particularmente haberse que el comandante Vergara se había detenido, y que había en la Escuela como la Escuela de Aviación se encontraba en un estado de guerra.

SE DECLARA EL ESTADO DE SITIO

En la madrugada de hoy, el Gobierno ha resuelto que se deje sin efecto el decreto que suspendió el estado de sitio, dictado por ley de la República en el mes de abril último, por el plazo de 60 días.

En consecuencia, quedan nuevamente suspendidas las libertades públicas.

LA DIFUSIÓN DEL PUNDO EN SAUCE...
 QUEDA RESERVA ATER EL CORONEL...

Eugenio Matte Hurtado et la N.A.P. incarnaient le nouveau courant socialiste. Eugenio Matte, depuis la fin de la dictature de Carlos Ibañez, travaillait à forger un nouveau parti politique, démocratique et populaire, comme instrument efficace des aspirations des classes déshéritées pour les imposer dans un nouveau type de gouvernement⁹. Sa trajectoire politique est extrêmement significative. Par ses liens familiaux, il était lié aux secteurs oligarchiques et ses premiers pas politiques, dans la conspiration militaire de septembre 1924 contre le premier gouvernement d'Alessandri, il les fit avec ce type de positions. Il évolua ensuite vers un « socialisme » doctrinaire et étatique sous la pression de la crise économique et de l'évolution de la situation nationale. Matte était le Grand Maître de toutes les loges maçonniques chiliennes, auxquelles appartenaient aussi Grove et Alessandri, ainsi que d'autres personnages de l'état-major de la conspiration. Il préservait ainsi ses contacts et ses liens avec les classes dominantes. Même dans cette étape socialiste, Matte pouvait recevoir une caution bancaire d'Alessandri pour financer ses activités¹⁰.

L'activité de Matte et de la N.A.P. constituent un mouvement contraire à celui de la dissolution des « socialistes » dans l'alessandrismo. C'est la rupture avec le vieux caudillo, la constitution d'une organisation indépendante, la formulation d'un programme propre. Pour cela, Matte réussit à réunir les cadres politiques provenant de l'expérience alessandriste avec des dirigeants ouvriers. Cette différenciation se déroule dans les cercles fermés de la conspiration, se manifeste bruyamment durant la République Socialiste et se cristallise avec la formation du Parti Socialiste.

caux quand on va d'Alessandri à Dávila et, enfin, à la N.A.P. Ce qui différencie cette dernière est qu'elle propose aussi « d'alimenter, vêtir et loger le peuple », mots d'ordre qui se font par la suite les symboles de la République Socialiste. Matte essaie de faire une synthèse entre étatisme et satisfaction des revendications les plus immédiates des larges masses, bien que le problème agraire soit pratiquement absent. Il fait également une dénonciation virulente de la domination impérialiste du pays, mais il ne formule pas un programme global.

C'est de cette manière que le « napismo » adopte une physionomie propre, qui va être encore plus évidente pendant les 12 jours de la République et, surtout au moment de sa chute, parce que Grove et Matte vont essayer de défendre en vain le régime contre le nouveau putsch orchestré par Dávila et appuyé par Alessandri. Ils deviennent ainsi les héritiers de la République Socialiste et de son programme, avec toute l'imprécision que celui-ci avait.

Le développement de la N.A.P., et ensuite du P.S., comme principale organisation politique du mouvement ouvrier, remplit à sa manière le vide créé par le recul et la crise du Partido comunista. Cette affirmation n'est pas doctrinaire, si l'on a présent à l'esprit que la section chilienne de l'Internationale communiste à partir de janvier 1922 et, avant le P.O.S., constituaient sous la direction de Recabarren

9. Julio César Jobet, *El Partido Socialista de Chile*, tome 1, p. 100.

10. Charlin, *op. cit.*, p. 558.

ESTAMOS RESUELTOS A PONER MANO DURA CONTRA EL COMUNISTA

Honrar por informacion
blenden a hácemos aparc
responsables que aobame
najar con el régnen ant
que estamos dispues
para esta situacion. Nos
tamben dispuestos a seg
tamente el programa que
nos trasado, sin que nac
die me saque de estru
tos. Está por medio no

unique en Amérique latine, où l'affrontement avec le stalinisme ne se réduisit pas à un combat idéologique. Sans doute, ce développement a un côté négatif à cause du prix payé par la lutte fractionnelle et par l'isolement national, dans les conditions extrêmement difficiles de cette période. Hidalgo suivait en particulier les orientations de Nin en

Espagne et, pendant une courte période, il fut dépassé par l'accroissement du Partido Socialiste. Il rentra au P.S. en 1936 avec les principaux dirigeants de la Gauche Communiste.

Marcelo NOWERSZTERN
(traduction G. Dreyfus-Armand)

D'UN CENTRE A L'AUTRE

Nous ouvrons nos colonnes au CIAL (Centre d'Information et de recherche sur l'Amérique Latine), rattaché au Département d'Économie Politique de l'Université de Paris VIII, avec lequel la BDIC va entretenir des relations encore plus étroites (notamment des échanges de documents).

Activité de recherche et de documentation du C.I.A.L.

Né en 1974 à l'Université de Paris VIII Vincennes à St Denis, le Centre d'Information et de Recherche sur l'Amérique latine développe ses activités en deux directions complémentaires :

- l'analyse de la réalité latino-américaine (notamment les aspects économiques et socio-politiques) dans le cadre des tendances de l'évolution internationale ;
- l'information et la diffusion concernant les aspects marquants de l'évolution interne du sous-continent.

Étroitement lié à l'activité pédagogique et de réflexion du Département Économie Politique de Paris VIII, il fait partie également depuis 1976 du Conseil Scientifique de l'Université. Depuis 1981, le CIAL participe également au fonctionnement du Diplôme des Hautes Études Latino-Américaines et Caraïbes de la même Université.

Le programme de recherche du CIAL (1982-1984), soutenu par le Ministère de la Recherche et de l'Industrie, développe la problématique : « Crise, restructuration et alternatives de développement en Amérique latine » et se déroule sur trois axes :

- l'Amérique latine dans le Nouvel Ordre mondial
- transformations structurelles de l'économie et de la société latino-américaines
- les nouveaux développements de la société civile latino-américaine.

La documentation du C.I.A.L. est essentiellement consacrée au soutien des équipes de recherche du Centre et de manière complémentaire à l'attention d'un public universitaire plus large.

Le fonds — obtenu par échange avec de nombreuses institutions latino-américaines, comprend essentiellement des périodiques vivants (200 environ) en économie et sciences humaines et des collections relativement rares à Paris (100 environ) concernant le mouvement syndical, politique et paysan. (Le Catalogue des périodiques du GRECO 26 comprend les périodiques existants au CIAL).

Le fonctionnement du centre repose presque exclusivement sur le travail des chercheurs.

En 1983, le soutien technique de la F.L.A.C.S.O. (Faculté Latino-américaine des Sciences Sociales) avec laquelle il existe une Convention à Paris VIII, a permis de redéfinir le profil documentaire du centre et de mettre en place un plan d'activité en documentation qui comprend l'élaboration d'une bibliographie et publication d'un « Estado de la cuestion » (Bibliographie analytique commentée) concernant les *Relations Économiques Internationales de l'Amérique latine et les Politiques de Développement* qui comprendra notamment : 1. Politiques de Développement et secteur externe ; 2. Flux internationaux entre l'Europe (France) et l'Amérique latine : 2A. Tendances de l'investissement direct, 2B. Rôle de l'Amérique latine dans le marché des eurodollars, 2C. Place de l'Europe (France) dans les flux commerciaux de l'Amérique latine.

Cette production documentaire sera prise en charge conjointement par des chercheurs et documentalistes du CIAL.

Dans le domaine de la diffusion, le CIAL organise des conférences et tables rondes sur des faits ou des pays montrant le mieux les tendances actuelles du devenir économique et social. En 1983, il participe à la mise en place des « États généraux de l'Amérique latine » et du Colloque « Vers Quel Nouvel Ordre Mondial ? ».

Le CIAL publie la Revue de Sciences Sociales « Perspectives latino-américaines » (Éditions P.U. Vincennes), ainsi que des livres et une collection « Documents de travail ».

PRÉCISION

A la suite de l'article de Claude Levy sur « la BDIC et la deuxième guerre mondiale », Monsieur Henri Michel nous a fait parvenir une longue lettre dans laquelle il tenait à préciser que certains fonds du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale ont échu aux Archives Nationales, au Secrétariat d'État aux Anciens combattants et à la Fondation d'étude de la défense nationale.

LE RÉSEAU DOCUMENTAIRE AMÉRIQUE LATINE

A la suite d'une initiative de la Mission de la Recherche du Ministère des Universités (1978-1980), le C.N.R.S. a créé en 1980 un réseau documentaire qui regroupe l'ensemble des formations de recherches permanentes de cet organisme, consacrées principalement à une recherche sur l'Amérique latine. Le but du GRECO 26 est double :

- améliorer l'information mutuelle des groupes de recherche français sur les publications en Sciences humaines latino-américaines reçues et accessibles en France ;
- améliorer la connaissance à l'étranger et plus particulièrement en Amérique latine des recherches et publications françaises sur cette partie du Monde.

Dirigé par Hélène Rivière d'Arc et Claude Bataillon, le GRECO 26 (dont le siège social est à Toulouse) est actuellement composé de neuf centres français travaillant sur l'Amérique latine. Il se propose progressivement d'accueillir d'autres groupes de chercheurs français susceptibles de fournir des informations bibliographiques et désireux d'en recevoir.

Pour s'adapter aux moyens dont il dispose, le Réseau Documentaire Amérique latine a donné priorité à quatre opérations qui doivent aboutir à publication en 1983 :

— Bulletin Bibliographique informatisé des publications françaises sur l'Amérique latine, réalisé en collaboration avec le Centre de Documentation en Sciences Humaines du CNRS.

— Catalogue Collectif des périodiques sur l'Amérique latine disponible en France.

— Guide des bases de données socio-économiques sur l'Amérique latine (Groupe de recherches et d'études économiques et sociales sur l'Amérique latine — Grenoble).

— Répertoire informatisé des recherches latino-américanistes en France (coordonné et réalisé par le Groupe de Recherche Amérique latine de Toulouse).

En outre, il soutient la publication annuelle des résumés de Thèses de doctorat de 3ème cycle dans *Cahiers des Amériques Latines*, Paris/IHEAL et Caravelle Toulouse/Université du Mirail.

Les publications du réseau documentaire sont en dépôt-vente auprès du GRECO 26, Institut des Hautes Études d'Amérique latine — 28 rue St Guillaume, 75007 Paris.

Le catalogue collectif des périodiques sur l'Amérique latine disponibles en France

La seconde édition du Catalogue collectif des périodiques sur l'Amérique latine disponibles en France sortira en octobre 1983.

Cette édition considérablement augmentée répertorie les revues vivantes, en sciences sociales et humaines, de diverses bibliothèques et centres de documentation français.

Ce catalogue fait l'objet d'un traitement informatique réalisé par le Centre de Documentation Sciences humaines (CDSH) du CNRS, à partir d'un bordereau type « harmonie ».

L'équipe du GRECO 26 souhaite que ce travail puisse à terme s'intégrer dans le Catalogue collectif national initié par la D.B.M.I.S.T.

Le but de ce catalogue est d'assurer l'information des équipes sur l'état des collections disponibles, mais aussi grâce à l'index des Éditeurs Intellectuels des revues, de faire le point sur un nombre important d'institutions scientifiques concernant l'Amérique latine.

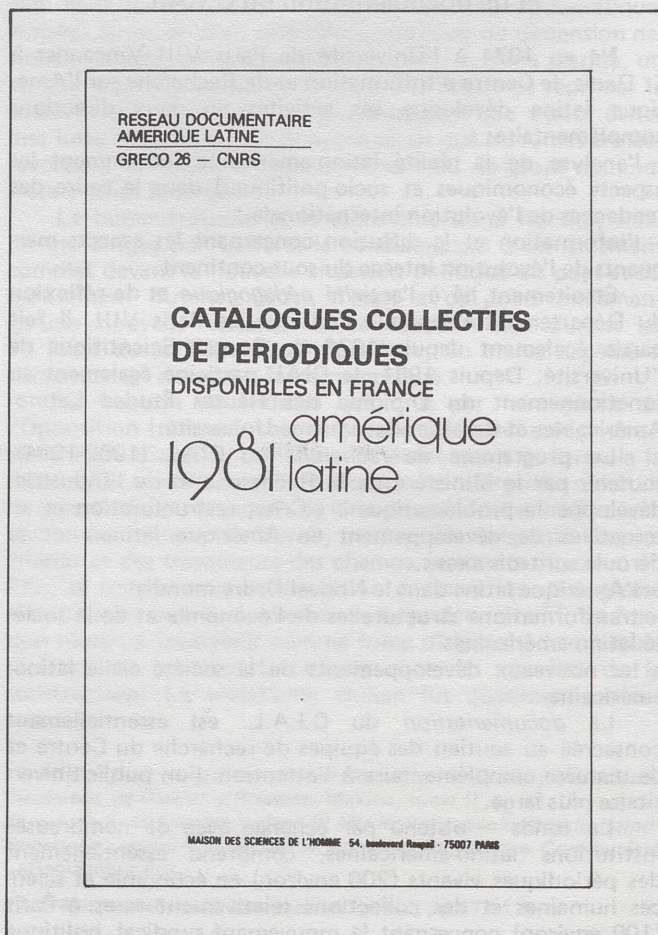
Il nous a paru intéressant dans cette opération de voir apparaître la spécificité des collections répertoriées dans les fonds français.

Ainsi, la B.D.I.C. possède une collection importante de périodiques sur l'histoire sociale latino-américaine du XXe siècle, dont certains inédits en France sont publiés clandestinement par des groupes révolutionnaires latino-américains. La B.D.I.C. possède dans ce domaine 240 titres de périodiques en cours, dont 125 qu'elle est seule à posséder au sein du GRECO.

Cette collection voisine avec celles d'autres centres pouvant donner une information large sur les outils existant dans différents secteurs : ethnologie, géographie, linguistique, économie, sciences politiques, histoire, littérature, pour ne citer que quelques exemples.

Notre ambition dans ce travail est de faire connaître la richesse parfois méconnue des fonds français et de donner aux chercheurs, bibliothécaires, documentalistes, un instrument de travail et de recherche pertinent.

Mona HUERTA



L'édition 1983 sera augmentée des collections de périodiques de plusieurs bibliothèques (dont la BDIC).

ITINÉRAIRE D'UN CAMOUFLEUR...

Monsieur André Hambourg, qui a fait don de nombreuses de ses œuvres au Musée des deux guerres mondiales (section iconographique de la BDIC) nous avait communiqué un long témoignage personnel sur la période 1939-1944. Faute de place, nous n'avions pu le publier dans notre précédent numéro. Nous réparons aujourd'hui cette lacune en remerciant encore André Hambourg de sa patience.

En mars 1939, six mois avant la guerre, l'État-major de Rabat avait demandé au peintre Edy Legrand — ancien membre du service de camouflage en 1914-18 où, avec Dunoyer de Segonzac, Brabo, Berthold Mahn, Guirand, de Scevola, leur science des couleurs et leur imagination avaient été très utiles — de préparer un rapport pour une éventuelle « section de camouflage d'armée d'Afrique ». On me prévint que j'aurais à rejoindre Edy Legrand pour former cette section et y recruter peintres, sculpteurs, décorateurs, et staffeurs nécessaires qu'on pourrait trouver sur place.

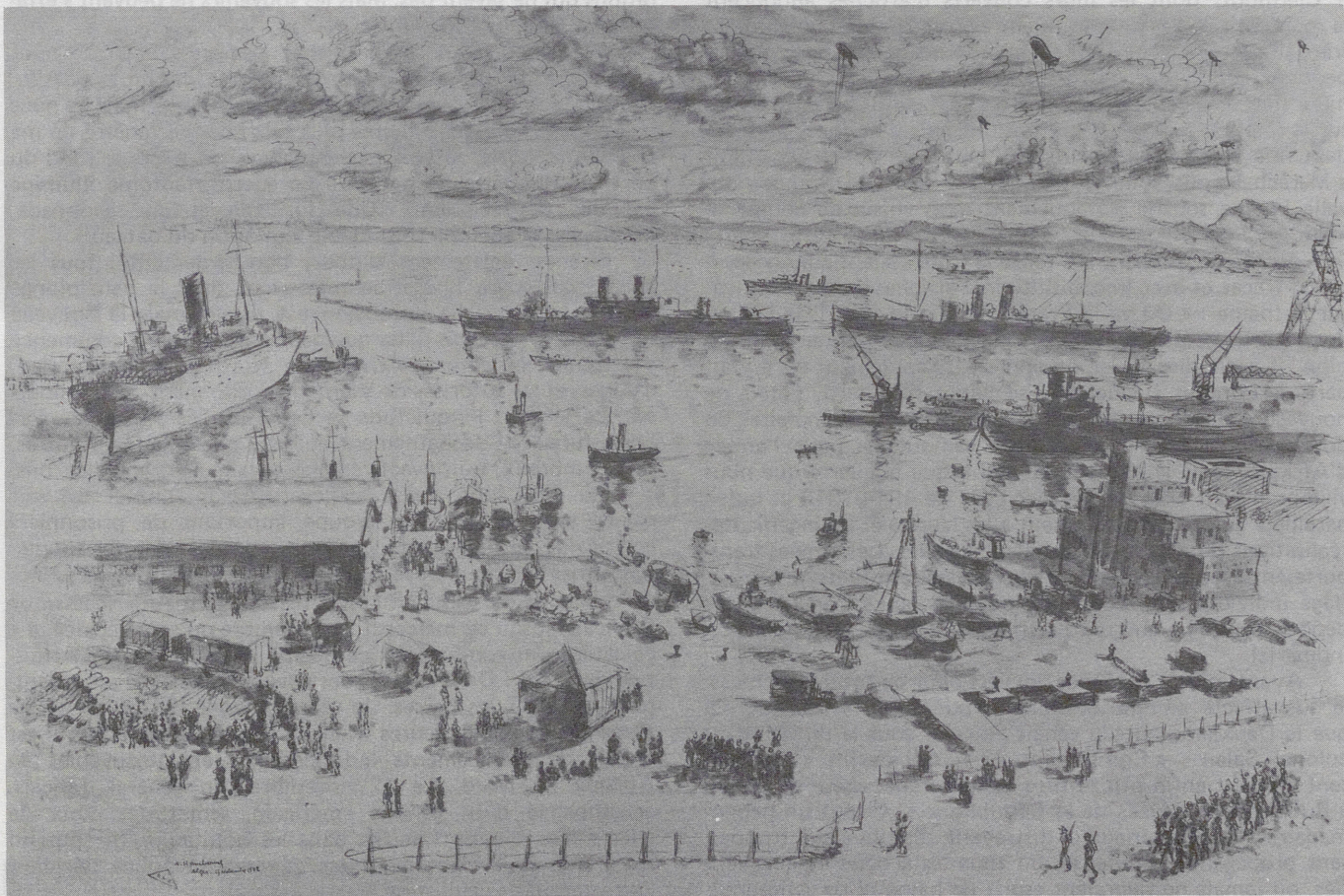
En octobre 1939, je fus chargé, auprès d'Edy Legrand, de préparer et de compléter ses projets. Mais la Drôle de guerre ne poussait pas aux réalisations. Juin 40 survint, avec la débâcle, l'effondrement de tout ce à quoi on avait cru, l'armistice ... et l'arrivée à la tête d'un nouvel « État Français » d'un vieux maréchal couvert de gloire : « divine surprise » proclamaient certains anciens nationalistes virulents qui semblaient ravis par ce que le destin avait ainsi réservé à la France.

Démobilisé à Casablanca, je rencontrai en septembre 1940 un camarade du Quartier latin, ancien ennemi politique

du temps des bagarres d'étudiants des années 1928 à 1930, le député de l'Est, Louis Jacquinet qui, à mon interrogation, me répondit : « La guerre ? Elle est finie dans le temps ! Ce sont les Américains qui l'ont gagnée » ! C'était pendant la bataille d'Angleterre ... Et c'est lui, aperçu sur la Canebière à Marseille deux ans plus tard, en septembre 1942, qui m'annonça, en me tendant une cigarette américaine : « Ils arrivent ! Voilà déjà leurs échantillons ! » J'étais alors parti en zone libre essayer de faire traverser la Méditerranée à des amis, à certains de mes parents, à mon frère que je vis alors pour la dernière fois, qui disparut entre Châlons et Lyon fin mai 1944, et dont on ne retrouva par la suite que des traces peu probantes à Montluc où sévissait la Gestapo et Klaus Barbie.

En 1942, en zone libre, on se passait des nouvelles, bonnes ou mauvaises, avec le même espoir, la même certitude dans la fin de la guerre. Les propagandes de Vichy et des collaborateurs faisaient encore moins d'adepte qu'en Afrique du Nord. Je voyageais toujours avec ma boîte de couleurs, accrochée à l'épaule, un bérêt basque sur la tête, des papiers militaires très conformes, une vraie fausse carte d'identité. On ne se méfiait pas de ce peintre, avec sa boîte au dos, ses toiles sous le bras, traînant une valise et sa musette.

Les rencontres étaient parfois cocasses, comme celle, dans le train Lyon-Clermont, de Maurras et de son garde du corps Calzan, l'ancien chef des Camelots du Roi, qui m'avait assommé un jour de bagarre, bien des années avant au Quartier Latin, devant le café de la Source où était installé notre petit groupe de la LAURS (Ligue d'action républicaine et socialiste) où devaient se retrouver un peu plus tard, près





COMBATTANT 43

REDACTION - ADMINISTRATION
— Etat-Major Général Guerre —
12, rue de Constantine - T. 335-64

HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉ

VOTRE JOURNAL

Voici « Combattant 43 »...

C'est grâce à l'appui bienveillant des Services du Commissariat à l'Information, de la Presse, et au concours désintéressé de nombreux collaborateurs, que nous avons pu créer ce journal, qui est votre journal. Que tous, en soient ici particulièrement remerciés. Son but est modeste. Il désire seulement vous distraire, vous renseigner, et créer entre vous d'abord, entre vos chefs et vous ensuite, des liens de confiance et de confiance.

Attente
...Espoir

L'ARMÉE DE L'EMPIRE
PAIE SA DETTE

La France résiste

PARIS

Paris n'est plus, « ils » l'ont tué. — Non le Paris patriote de Sainte Geneviève, le Paris frondeur et poulie du « titi », celui laborieux de Saint-Denis ou protestataire des midinettes, mais le Paris raffiné du Boulevard Saint-Germain, élégant du faubourg pétulant de Montmartre, le Paris houleux et provincial des Boulevards, le Paris joyeux, bon enfant et bohème du Bou'Mich.

La pensée a déserté la Capitale « ils » l'ont chassée pour imposer la leur.

Les prix exorbitants qu'on lui demande, parce qu'il travaille pour vivre et qu'il a besoin de repos.

De^r jour, Paris est vide, morne, accablé.

Plus de courses d'auto sur le macadam luisant des Champs Elysées, plus de carrousel motorisé autour de l'Etoile. Des bicyclettes, rien que des bicyclettes au numéro minéralogique jaune, de très rares autobus fonctionnant au gaz d'éclairage, un ou deux fiacres traînés par une rosée étique et le « Métro ».

Plus de cent de ses stations ont été fermées, d'autres vont suivre, et c'est une cohue incalculable qui assaille chaque rame. Les premières sont naturellement réservées aux « occupants » et il faut être « costaud » comme un « halles, pour préten-

d'Ostoya et de Pierre Mendès-France, Léopold Senghor, Léo Hamon, Fred Zeller, Georges Pompidou ...

A un arrêt, Maurras se réveille : « Où sommes-nous ? » « A Riom » lui répond Calzan. « Où cela ? » recommence Maurras. « A Riom » répète de plus en plus fort Calzan ; et cela continue pendant deux ou trois minutes. « A Riom ! » hurle Calzan, en prononçant le m final du nom de cette ville où vient d'avorter le procès ouvert par Vichy contre les dirigeants français d'avant juin 1940, et qui a tourné à la confusion des nouveaux maîtres de l'État français. « A Rilm, le procès ! », hurle encore Calzan dans l'oreille de Maurras. « Ah oui ! Le procès » répond-il enfin, et il se rendort aussitôt, la bouche grande ouverte. Les voisins de compartiment ont du mal à retenir des sourires. A l'arrivée à Clermont, dont les murs couverts d'affiches annoncent la conférence de Charles Maurras sur le sujet « Jeunesse française et avenir de la France », un groupe de personnages bedonnants et assez âgés, insigne de la Légion à la boutonnière (le Fer à repasser comme on l'appelait), bérêts basques sur la tête, l'attendent et lui font une haie d'honneur en scandant martialement « Maurras, Maurras » et en chantant « Maréchal nous voilà ». « Voilà la France, la France nouvelle ! » me souffle ironiquement mon voisin de compartiment.

Au même moment sur toute la Côte étaient annoncées à grand fracas et avec une multitude d'affiches des conférences sur le thème : « Où va la France ? » par le chef de la Légion des anciens combattants. Mais avant même la première réunion, il avait disparu et on apprenait rapidement qu'il était parti à Londres ! Quelques semaines plus tard, j'étais de nouveau à Alger, continuant à multiplier les exemplaires du dossier de la future section de camouflage pour l'armée d'Afrique. Mais je comprenais enfin que la guerre que nous vivions n'avait rien à voir avec celle de 1914-1918 et qu'en pareille « guerre de mouvement » les leurres et les ingénieuses réalisations de mes anciens étaient inutiles. Les armées transportaient avec elles les matériels nécessaires : filets de camouflage individuels ou collectifs, pour les tanks, l'artillerie, les dépôts divers. La guerre, d'artisanale était passée à l'échelon industriel.

Ayant mis de côté mes dossiers pour de futures archives, je fus affecté comme dessinateur puis reporter, au journal que le Deuxième bureau venait de créer sous la direction du colonel Salan : « Combattant 43 », qui devint « Combattant 44 », et enfin prit le titre de son prédécesseur de 1917 : « Bulletin des armées de la République ». Ce fut un hebdomadaire à la fois sérieux et distrayant, distribué aux troupes, sans propagande tompeuse, où tous les articles étaient vérifiés, où jamais ne figuraient esprit de haine ni de vengeance.

Près de journalistes professionnels, comme Henri Pajaud, qui en devint le rédacteur en chef, il y avait souvent des collaborateurs illustres, mais toujours anonymes. Ce journal aurait dû arriver en France avec le débarquement sud en août 1944. Mais bloqué à Alger, ses collections furent détruites. Seule la BDIC, je crois, en possède une complète. Le Musée de la Marine à Paris doit avoir dans sa bibliothèque la série du dernier titre : « Bulletin des armées de la République ».

Puis ce fut la France. La campagne d'Alsace et celle d'Allemagne. Mais cela, c'est une autre histoire.

1942-1943. Il y a quarante ans ! Le temps de deux générations qui ne savent pas. Mais les souvenirs ne peuvent s'effacer chez ceux qui ont survécu.

Le samedi 7 novembre, chez des amis à Oran, nous entendons, répétés à la Radio de Londres, ces mots : « Allo, Robert ! Franklin arrive ». Ce qui nous intrigue, mais ne nous révèle rien. Quelques heures plus tard, de ma fenêtre de ma chambre d'hôtel, je vois passer dans la nuit vers le fond du port la silhouette d'un navire de guerre, fantôme illuminé par des tirs éclairants. Une fusillade et une canonade, intenses, précèdent la formidable explosion du bateau.

Sirènes, éclatement d'obus, bombardement : tous les pensionnaires de l'hôtel se retrouvent dans le hall, plongé dans l'obscurité. La confusion est totale, mais la nouvelle arrive assez vite : un débarquement américain est commencé sur toutes les côtes d'Afrique du Nord. L'Amiral Darlan, d'Alger, et les autorités de Vichy, ici, ordonnent de le repousser. La joie ou l'inquiétude se lisent sur les visages de certains, fureur et déchaînement haineux chez quelques autres, peu nombreux, qui invectivent les envahisseurs anglo-saxons.

Au petit jour, sur le boulevard devant l'hôtel, on voit passer avec tristesse un groupe important de prisonniers américains, le visage peint en noir, encadrés par des supplétifs armés de vieux fusils. Les combats feront des centaines de morts et de très nombreux blessés, tant Américains que Français, jusqu'au mercredi 11 novembre où sera décidée une cessation des combats, en ce 38ème anniversaire de l'Armistice de 1918 ! Dans le port, des navires français se sabordent, pour boucher les passes. Je vois couler le bateau arrivé de Marseille quelques heures avant le débarquement, et qui est chargé de médicaments indispensables et introuvables en Afrique du Nord. Le 12 novembre, un général français, accompagné d'un général américain, remet des croix de guerre aux blessés français dans les hôpitaux. On apprend aussi que la Préfecture et les services de police décident l'arrestation de gaullistes !

Avant novembre, à Oran, peu de gens étaient au courant de ce qui se préparait. Pierre Carcassonne m'avait demandé, plusieurs mois auparavant, si je participerais à une future action, sans rien me révéler d'autre. On savait que son frère, Roger Leduc, avait une grande activité clandestine, ainsi que Pierre Smadja et Jean Ducrot, le gendre du Docteur Abadie, grande personnalité oranaise. Jean Ducrot, journaliste à l'Illustration, avant guerre, avait écrit une courageuse préface pour une exposition de mes peintures, à la Galerie Colline. La Galerie Colline était le lieu de rencontre privilégié où se retrouvaient, près de Mentte Chaperon et de Robert Martin, Jean Luc, Jean Grenier, Albert Camus, Jean Orioux, Emmanuel Roblès, Jean Launois. Tous supputaient, analysaient, essayaient de déchiffrer la vérité dans les nouvelles contradictoires apportées par les propagandistes de Vichy, la presse dirigée, la Radio de Londres, ou les rares numéros du « Journal de Genève » qui pouvaient arriver jusqu'en Afrique du Nord.

Les arrestations de communistes, de gaullistes, de républicains espagnols, de juifs apatrides se multipliaient. Les lois racistes s'appliquaient : retrait de la nationalité française aux juifs d'Afrique du Nord, expulsion des universités, des lycées et des écoles des élèves et étudiants juifs, interdiction d'exercer leur métier aux médecins, avocats, pharmaciens d'origine juive, sans que ces mesures fassent un quelconque plaisir aux Arabes, contrairement à ce qu'avait expéré le gouvernement de Vichy.

La Légion française des combattants réunissait en Afrique du Nord de simples mobilisés de 1939-1940 qui n'avaient jamais combattu : elle commençait à être encadrée par ce « Service d'ordre légionnaire », le S.O.L., qui permettra plus tard un recrutement facile pour la milice de Darnand... La propagande pour la « Légion des Français contre le Bolchévisme », la L.V.F., n'avait que peu de succès en Afrique du Nord, et très rares étaient ceux qui s'y engageaient.

Et à Oran, il y avait le soleil, la mer bleue, la vie nocturne à l'heure espagnole, des jeunesses solides, sportives, qui ne se laissaient pas tromper par les propagandes. A l'heure du café, au bar du « Cintra », sur le boulevard Gallieni, on savait reconnaître les tables des Allemands, des Italiens, des gaullistes, des collaborateurs, de ceux qui essayaient

de partir vers Gibraltar pour rejoindre Londres.

Weygand, à Alger, semblait obéir à Vichy. On savait que des caches nombreuses camouflaient du matériel militaire, des camions, des voitures, des postes radio, des armements.

On parlait aussi de camps, dans le Sud algérien, en plein désert, où étaient emprisonnés des opposants de Vichy. Ce ne fut que bien plus tard, trois mois après l'arrivée des Américains, qu'on apprit l'amobinable façon dont étaient traités les internés du « camp d'Adjerat M'Guil ». Un colonel français, commandant ce camp, allait boxer le soir des condamnés au mitard, dans leurs baraques de tôle, brulantes et étouffantes sous le soleil saharien. Il « faisait sa culture physique », jusqu'à ce que le sang gicle. Un adjudant tenait sous la menace de son revolver l'homme martyrisé, et le soir, ce même adjudant apportait une gamelle d'eau sale, unique repas de la journée, dans laquelle il jetait une poignée de gros sel. C'est d'un de ces camps du sud que fut libéré, seulement au début 1943 Bernard Lecache, le fondateur de la Lica. Et c'est en mars 1944 que furent jugés, à Alger, ces bourreaux.

Novembre 1942 : les Américains étaient là. Mais Vichy continuait et il était alors presque plus dangereux qu'avant d'être gaulliste !

Toutes les nuits l'aviation allemande essayait de bombarder Alger. Dès l'alerte, les batteries américaines couvraient le port et la ville d'une voûte de feu où les traçantes et les projecteurs dessinaient d'admirables feux d'artifice. Parfois un avion était touché, ou se prenait les ailes dans les fils des ballons de barrage des navires et s'écrasait dans le port. Mais rien n'empêchait les gigantesques arrivées de matériel américain. Le port était submergé de voitures, de camions, de blindés, d'armements de toutes sortes, dont la profession et la qualité stupéfiaient les militaires français.

Mais grenouillaient toujours, à Alger, les fomenteurs de complots de toutes sortes. L'État français allait continuer encore six mois et les postes algériennes vendaient, jusqu'en mars 1943, un timbre de 1,50 F à l'effigie du Maréchal Pétain, en civil.

Fin mai 1943, l'arrivée de De Gaulle remit enfin un peu d'ordre dans les esprits et un « Comité Français de Libération Nationale » put se créer.

André HAMBourg



CREE EN 1793
NOUVELLE SERIE — N° 1
Le numéro : 2 francs
1^{er} JUIN 1944



BULLETIN DES ARMÉES

Le Journal de la République

ORGANE de la FRANCE au COMBAT

L'Armée Française!

Je l'ai vue se battre en Italie...

C'EST L'EPOPEE SPLENDEIDE

d'un peuple qui force l'admiration

FRONT D'ITALIE. — Un jeune officier d'un régiment nord-africain lit dans le journal des troupes françaises, publié à Naples, l'histoire de la mort d'un tirailleur qui brandissait son mougen saignant en criant : « En avant ! Vive la France ! ». Il s'exclame en disant : « Et si on nous fait payer comme cobards ! Moi, si j'étais un truc devant m'arrêter, j'aurais dit : « Chienne emmène-moi le brancard ».

gent ne mérite pas la croix des braves. J'avais formé le projet de montrer qu'une guerre c'est autre chose que de la propagande pour le recrutement de l'armée, qu'une guerre c'est un cocktail inouï de boue, de poussière, de frustration, d'insomnies, de peur, d'abaissements, de sueurs, de fatigues.

Où surtout de fatigues, de ces fatigues qui vous martèlent le crâne, vous brisent les reins, vous fauchent les jambes, de ces fatigues qui vous font vous coucher n'im-

porté où parce que tout vous est immobile, seul, oublié, vivant ou mort !

certain aussi que le nom de Jérusalem avait moins de prestige aux yeux des Croisés de St-Louis que le mot France n'en a au cœur de l'Armée de la libération.

Ces gens-là sont des mêmes qui fongent au secours de leur mère ! Comprenez-voilà maintenant pourquoi il est impossible de les réorienter, pourquoi ils cogitent en serrant les dents...

30 Mai 1944.

LE GENERAL DE GAULLE.

Une fois de plus, dans cette guerre de quatre ans, la grande bataille est engagée.

Une fois de plus, les Français sont au premier rang des soldats de la Libération.

Une fois de plus, paraît le « Bulletin des Armées de la République ».

Il s'occupe de soldats et de soldats qui entraînent nos combattants, ceux d'Italie et d'ailleurs, ceux de mer, ceux de l'air, ceux qui, obéissant à nos chefs, se battent au front contre l'ennemi allemand !

Alors, le « Bulletin » sera bien imprimé !

D. De Gaulle

VIE DE L'ASSOCIATION

L'Assemblée générale annuelle de l'Association s'est tenue le 13 décembre 1982 à la BDIC. Assemblée générale statutaire certes, mais aussi très opportune pour dresser un bilan de l'activité de l'Association depuis sa création et envisager les objectifs de l'année prochaine.

L'Assemblée générale fut ouverte par Daniel Mayer, président de l'Association, qui remercia les personnes présentes (70 participants) ; les procurations données permettaient de déclarer le quorum largement atteint.

Stéphane Courtois, secrétaire de l'Association, fit un rapport d'activité de celle-ci depuis sa création. Nous vous avons, au fil des *Lettres*, tenu régulièrement au courant des activités de l'Association (cf. notamment *Lettre*, n° 3-4 de juin-septembre 1982). Rappelons quelques points importants :

« Promotion » de la BDIC

- Plaquette-dépliant, tirée à présent à 6 000 exemplaires (un premier tirage de 3 000 s'est épuisé en une année universitaire) pour mieux faire connaître la BDIC et lancer une vaste campagne d'information.
- Cette campagne auprès des Universités et Centres de recherche français et étrangers a eu aussi des échos auprès des agences de presse, des journaux et des radios.
- Publication régulière d'une *Lettre* destinée à faire connaître mieux les fonds de la BDIC.
- Participation déterminante de membres de l'Association à la conception et à l'organisation de l'exposition « Guerre et Révolution en Russie 1914-1921 », organisée par le Musée des Deux-Guerres Mondiales. Par ailleurs, l'Association a participé au financement du catalogue de l'exposition.

Enrichissement des fonds de la BDIC

L'Association a permis à la BDIC de récupérer des documents extrêmement précieux pour l'histoire de la guerre civile et du Parti communiste grecs ; elle a donné aussi à la bibliothèque la possibilité d'acheter des documents de littérature « grise » sans complications comptables.

Le bilan d'activité est loin d'être négligeable et l'Association a donc impulsé un certain nombre d'initiatives et mené à bien des réalisations qui permettent de faire reconnaître à sa juste valeur le rôle de la BDIC dans la recherche historique.

Martine Lemaitre et Thérèse Muller, trésorières, ont dressé un bilan financier depuis la création de l'Association jusqu'au 30 novembre 1982. L'essentiel des ressources de l'Association provient des cotisations de ses adhérents ; par ailleurs, l'Association est dépositaire d'une subvention de 20 000 F attribuée par le Ministère de la Défense à la BDIC, somme qui ne pouvait être versée directement à la bibliothèque. Signalons enfin, dans les recettes, l'apport tout à fait notable de la vente des plaquettes-dépliants à l'entrée de la BDIC (vendues pendant plus d'un an à 2 F et actuellement à 3 F). Les dépenses principales sont liées à la composition et à l'impression de la plaquette-dépliant et de la *Lettre* ; les frais d'envoi de la *Lettre* sont très lourds également.

Les deux rapports, moral et financier, furent adoptés à l'unanimité.

Geneviève Dreyfus-Armand, secrétaire-adjointe, présenta les projets pour l'année à venir. Deux types d'activité sont à envisager : d'une part, des activités « de fond », permanentes, de l'Association, et, d'autre part, des actions ponctuelles. Parmi les activités permanentes, la publication régulière de la *Lettre* est un élément primordial. Ce sont les publications de l'Association qui ont véritablement créé cette dernière. Il serait bon de continuer à faire paraître la *Lettre* très régulièrement chaque trimestre et il est important de consacrer des crédits non négligeables à la publication de la *Lettre*. La *Lettre* 5/6 représente un saut qualitatif non négligeable au niveau de la présentation et des illustrations. Il faut donc assurer la sortie régulière d'une publication modeste en volume, mais sérieuse sur le plan historique et documentaire et, si possible, agréablement présentée (d'autant que l'iconographie est un élément important des fonds de la BDIC).

Il reste à définir plus précisément le type de publication souhaitée : soit une *Lettre* comportant des rubriques régulières et variées (comme dans les deux premières), soit des numéros centrés sur un thème particulier (l'Allemagne dans la 3/4 ou les fonds russes du Musée dans la 5/6). Mais il n'est pas nécessaire de figer : des numéros centrés sur un thème précis peuvent inclure aussi des articles sur d'autres sujets (liaison avec l'arrivée d'un fonds nouveau ou avec l'actualité). La *Lettre* gagnera en diversité et en niveau scientifique si les chercheurs qui utilisent la BDIC acceptent de faire part de ce que la bibliothèque a apporté à leur recherche. Un appel est donc lancé à toutes les bonnes volontés.

Parmi les actions ponctuelles envisagées : la réalisation d'un film sur la BDIC, la participation à l'émission Tribune Libre de FR 3, ouverte aux associations*, l'aide à l'organisation de la prochaine exposition du Musée (sous forme d'aides individuelles de la part de membres de l'Association et d'apport financier éventuel de la part de l'Association même).

Le Conseil d'Administration et le Bureau ayant été élus, en 1981, pour deux ans, leur renouvellement se fera en 1983 ; mais cela n'empêche nullement, au contraire, les lecteurs qui le désirent de participer à l'élaboration des *Lettres* ou de prendre en main la réalisation d'une *Lettre* sur un thème précis.

Membres du Bureau :

Président : Daniel Mayer

Vice-Présidents : H. Amouroux, J. Droz, O. Patrois

Bureau : W. Berelowitch, S. Courtois, J. Delarue, G. Delépine, G. Dreyfus-Armand, L. Fioux, R. Frankenstein, R. Girault, L. Hamon, L. Lemonnier, MM. Lemaître, T. Muller, R. Paris, E. Wellhoff.

Membre de droit : V. Blum, directeur de la BDIC.

Conseil d'administration :

A. Bachoud, M. Baudot, J.J. Becker, F. Bedarida, S. Bernstein, J.P. Bourcheix, R. Bourderon, J. Bouvier, C. Christienne, J.P. Cointet, J.L. Crémieux-Brilhac, D. Degez-Vataire, M. Dreyfus, M. Ferro, C. Fohlen, A. Grosser, F. Huyet, D.J. Jay, H. Kaplan, B. Kerblay, A. Kriegel, A. Kupferman, M. de La Fournière, M. Lavigne, C. Lévy, F. Mauro, J. Meyer, B. Michel, J. Mortier, G. Pedroncini, J. Rabaut, M. Rébérioux, J. Scherrer, B. Teynier, R. Thalmann, P. Vigier.

*L'émission a été diffusée le 20 avril avec la participation de V. Blum, Général C. Christienne, S. Courtois, G. Delépine, G. Dreyfus, M. Ferro. Réalisation : Jean-Claude Lemonier.

DISPARITION D'UNE FIGURE FAMILIERE

On recoit toujours un coup de poing à l'estomac quand on apprend brutalement qu'un homme que l'on a cotoyé parfois quotidiennement pendant des années, vient de mettre fin à ses jours. C'est, je crois, ce que ressentiront tous les lecteurs habituels de la BDIC quand ils apprendront la disparition de Michel Boulas. Cheveux blancs, voix douce et calme, toujours sanglé dans une impeccable blouse bleue, Michel Boulas fut ce magasinier qui pendant des années, dans la salle de lecture, s'est chargé de réceptionner vos livres, de vous appeler pour que vous veniez les chercher, de les ranger quand vous aviez fini, et éventuellement de vous les mettre de côté si vous le désiriez.

Michel Boulas possédait l'une des plus hautes qualités de la personne qui travaille en permanence au contact du public : la gentillesse et la courtoisie. Dès qu'il vous avait repéré comme lecteur régulier, il avait toujours un mot aimable pour vous accueillir. « Bonjour Monsieur Courtois ; alors comment allez-vous ce matin ? Et vos filles, comment vont-elles ? » « Ah, vous travaillez toujours sur *L'humanité*. Votre travail avance ? C'est bien. Mais alors, vous allez bientôt nous faire un livre ? » etc... etc...

Quelle banalité direz-vous ! Eh bien oui ! une banalité qui vous transforme une bibliothèque froide, glaciale, impersonnelle, bureaucratique, en un lieu où vous finissez par avoir plaisir à travailler, à dépouiller huit heures d'affilée des journaux, des microfilms et autres documents harassants à consulter. Toujours, Michel Boulas était là pour vous faire un

petit signe, un sourire entendu d'encouragement, l'air de dire « Ne vous énervez pas ! Doucement, doucement, qui veut voyager loin... ». Là où il se surpassait (et reconnaissons que ça arrivait souvent), c'est lorsque le « Pater noster », le fameux circuit automatique de livraison des magazines, était en panne. A tout lecteur, à juste titre quelque peu furieux de ne pas voir arriver ses livres, il y allait de son patit couplet, appliqué comme un bon calmant sur le patient. De sa voix fluette, il vous confirmait : « Oui, oui, il est en panne. Quand sera-t-il réparé ? Ah, je ne sais pas, mais on est allé chercher le réparateur. L'ennui, c'est qu'il est parti déjeuner, mais il va revenir vers 2 H. Ah oui, je sais bien, ça n'est pas drôle. Eh oui, mais que voulez-vous ! ».

Et quand un lecteur néophyte ou négligeant accumulait erreur sur erreur dans ses fiches, jamais Boulas ne se fâchait.

Comme il ne se fâchait jamais quand son collègue de travail, Monsieur Pestel, de caractère plus bourru, lui lançait quelques sarcasmes sans méchanceté, ou encore quand la jeune génération l'entourait de manière débridée.

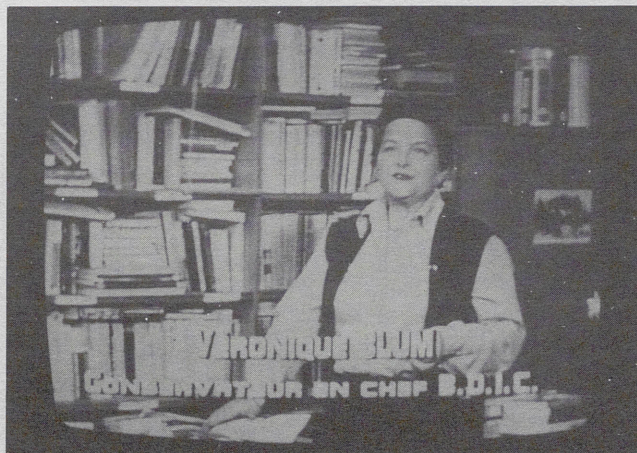
Mais si sa gentillesse a pu le faire passer pour falôt, sa disparition nous montre au contraire un homme à la sensibilité exacerbée et au courage malheureusement révélé par le désespoir.

Nous ne souhaitons qu'une chose : que chacun garde en mémoire la figure familière et chaleureuse de Michel Boulas.

Stéphane Courtois

L'Association des Amis passe à FR3

Le 20 avril 1983, une émission consacrée à l'Association des Amis de la BDIC a été présentée à FR3 dans le cadre de l'émission Tribune Libre réservée aux associations. Réalisée par Jean-Claude Lemonier, cette courte émission de 15 minutes a néanmoins permis de présenter à un large public l'Association, la BDIC et le Musée des 2 Guerres mondiales. Véronique Blum a fait une brève présentation historique. Marc Ferro, Gracie Delepine et le général Christienne ont souligné l'intérêt de différents fonds. Et Geneviève Dreyfus a attiré l'attention des téléspectateurs sur l'utilité des dons qui se trouveront beaucoup mieux à la BDIC que dans des greniers poussiéreux et finalement dans des poubelles, donc perdus pour l'historien.





La Table Ronde *révolution vue par les révolutionnaires*, organisée par les « Amis de la BDIC » le 21 avril au Musée des deux guerres mondiales, a connu un franc succès. 114 personnes, universitaires, étudiants, lecteurs et amis de la BDIC, témoins de la révolution russe, Soviétiques émigrés, étaient venus participer à une discussion très riche et animée, présidée par René Girault et ouverte par des exposés introductifs de Marc Ferro, Wladimir Berelowitch et Michel Heller. Difficulté de lire l'histoire russe à travers les clichés idéologiques, blancs ou noirs, qui obscurcissent (c'était le thème de Marc Ferro), genèse des nouveaux mythes révolu-



AUTOUR D'UNE TABLE RONDE...



tionnaires dans les affiches de la guerre civile (Berelowitch), naissance de la « langue de bois » de la propagande dans le langage des affiches (Michel Heller), ces sujets suscitent de nombreuses interventions et contreverses. François Xavier Cocuin et Boris Chichlo apportèrent des précisions historiques précieuses sur les conditions et le contexte historique et artistique dans lesquels les affiches étaient créées. Madeleine Rebérioux et Denise Eeckaute estimèrent que ce qui se disait de l'histoire et de la propagande russes pouvait aussi bien s'appliquer à d'autres pays / éternel débat sur la singularité du régime soviétique. Igor Chelkovski, qui possède une magnifique collection d'affiches soviétiques contemporaines en montre quelques-unes, dont certaines, telle l'affiche célébrant l'amitié soviéto-polonaise, ne manquèrent pas de susciter des réactions diverses dans la salle. Cette démonstration ouvrit une nouvelle discussion entre Michel Heller, qui voyait une continuité parfaite entre la propagande de 1920 et celle d'aujourd'hui, et Efim Etkind, pour lequel l'affiche de la guerre civile était un art, et même l'art par excellence de l'époque. C'est sur ce deuxième problème épineux (de Lénine à nos jours, y a-t-il continuité et laquelle ?) que se termina cette discussion, à laquelle avaient également pris part François Fejtö, Marcel Body, le colonel Defrasne, Fred Kupferman, Marie-Hélène Mandrillon, Jean Bonamour et bien d'autres. Un buffet, modestement baptisé « campagnard » par Véronique Blum, préparé par les bons soins de l'équipe du Musée et de la BDIC, vint joindre l'agréable à l'utile et fit prolonger par petits groupes une discussion qui, comme nous l'espérons, pourra être prochainement publiée.

